

Délibération n°DEL-16-0025

Délégation de service public pour la construction et l'exploitation de parcs de stationnement à Toulouse : approbation du choix du délégataire, du contrat de délégation de service public et autorisation de signer le contrat de délégation de service public

L'an deux mille seize le jeudi dix-huit février à neuf heures, sous la présidence de Jean-Luc MOUDENC, Président, le Conseil s'est réuni à Espaces Vanel - Arche Marengo - Toulouse.

Participants

Afférents au Conseil :	134
Présents :	112
Procurations :	22
Date de convocation :	12 février 2016

Présents

Aucamville	M. Gérard ANDRE, Mme Roseline ARMENGAUD
Aussonne	M. Francis SANCHEZ
Balma	M. Laurent MERIC, M. Vincent TERRAIL-NOVES
Beauzelle	M. Patrice RODRIGUES
Blagnac	M. Joseph CARLES, Mme Monique COMBES, M. Bernard KELLER, M. Bernard LOUMAGNE, Mme Danielle PEREZ
Brax	M. François LEPINEUX
Bruguières	M. Philippe PLANTADE
Castelginest	M. Grégoire CARNEIRO, Mme Béatrice URSULE
Colomiers	M. Michel ALVINERIE, M. Patrick JIMENA, M. Damien LABORDE, M. Guy LAURENT, Mme Elisabeth MAALEM, Mme Josiane MOURGUE, M. Arnaud SIMION, Mme Karine TRAVAL- MICHELET
Cornebarrieu	Mme Dominique BOISSON, M. Daniel DEL COL
Cugnaux	M. Michel AUJOUAT, M. Philippe GUERIN, Mme Pascale LABORDE
Drémil-Lafage	Mme Ida RUSSO
Fenouillet	M. Gilles BROQUERE
Flourens	Mme Corinne VIGNON ESTEBAN
Fonbeauzard	M. Robert GRIMAUD
Gagnac	M. Michel SIMON
Gratentour	M. Patrick DELPECH
Launaguet	Mme Aline FOLTRAN, M. Michel ROUGE
Lespinasse	M. Bernard SANCE
L'Union	Mme Nadine MAURIN, M. Marc PERE, Mme Nathalie SIMON-LABRIC
Mondouzil	M. Robert MEDINA
Mons	Mme Véronique DOITTAU
Pibrac	Mme Anne BORRIELLO, M. Bruno COSTES
Pin-Balma	M. Jacques DIFFIS
Saint-Alban	M. Raymond-Roger STRAMARE
Saint-Jean	M. Michel FRANCES, Mme Marie-Dominique VEZIAN

Saint-Jory	M. Thierry FOURCASSIER
Saint-Orens	M. Marc DEL BORRELLO, Mme Dominique FAURE
Seilh	M. Jean-Louis MIEGEVILLE
Toulouse	Mme Laurence ARRIBAGE, M. Olivier ARSAC, M. Franck BIASOTTO, Mme Catherine BLANC, Mme Michèle BLEUSE, M. Jean-Jacques BOLZAN, Mme Charlotte BOUDARD, M. Frédéric BRASILES, M. François BRIANCON, M. Joël CARREIRAS, Mme Marie-Pierre CHAUMETTE, M. François CHOLLET, M. Pierre COHEN, Mme Martine CROQUETTE, M. Romain CUJIVES, M. Jean-Claude DARDELET, M. Jean-Baptiste DE SCORRAILLE, Mme Ghislaine DELMOND, Mme Marie DEQUE, Mme Monique DURRIEU, Mme Christine ESCOULAN, Mme Julie ESCUDIER, M. Emilion ESNAULT, M. Pierre ESPLUGAS-LABATUT, Mme Marie-Jeanne FOUQUE, M. Régis GODEC, M. Francis GRASS, M. Samir HAJIJE, Mme Isabelle HARDY, Mme Laurence KATZENMAYER, M. Pierre LACAZE, Mme Florie LACROIX, M. Jean-Luc LAGLEIZE, Mme Annette LAIGNEAU, Mme Marthe MARTI, Mme Marie-Hélène MAYEUX-BOUCHARD, Mme Brigitte MICOULEAU, Mme Nicole MIQUEL-BELAUD, M. Jean-Luc MOUDENC, Mme Dorothée NAON, Mme Evelyne NGBANDA OTTO, M. Romuald PAGNUCCO, Mme Cécile RAMOS, M. Jean-Louis REULAND, Mme Françoise RONCATO, Mme Sylvie ROUILLON VALDIGUIE, M. Bertrand SERP, Mme Martine SUSSET, Mme Claude TOUCHEFEU, M. Pierre TRAUTMANN, Mme Gisèle VERNIOL, Mme Jacqueline WINNEPENNINCKX-KIESER, M. Aviv ZONABEND
Tournefeuille	Mme Mireille ABBAL, M. Patrick BEISSEL, M. Daniel FOURMY, M. Claude RAYNAL, M. Jacques TOMASI
Villeneuve-Tolosane	Mme Martine BERGES, M. Dominique COQUART

Conseillers ayant donné pouvoir

	Pouvoir à
Mme Brigitte CALVET	Marie-Dominique VEZIAN
Mme Lysiane MAUREL	Francis SANCHEZ
Mme Sophie LAMANT	Vincent TERRAIL-NOVES
M. Maurice GRENIER	Robert MEDINA
M. Edmond DESCLAUX	Joseph CARLES
M. Jacques SEBI	Michel ROUGE
M. Bernard SOLERA	Aviv ZONABEND
M. Christophe ALVES	Marie-Pierre CHAUMETTE
Mme Sophia BELKACEM GONZALEZ DE CANALES	Emilion ESNAULT
M. Maxime BOYER	Frédéric BRASILES
M. Sacha BRIAND	Grégoire CARNEIRO
Mme Hélène COSTES-DANDURAND	Michel AUJOLAT
Mme Vincentella DE COMARMOND	Isabelle HARDY
M. Henri DE LAGOUTINE	Bertrand SERP
M. Djillali LAHIANI	Bruno COSTES
M. Jean-Michel LATTES	Julie ESCUDIER
M. Laurent LESGOURGUES	Pierre ESPLUGAS-LABATUT
M. Antoine MAURICE	Régis GODEC
M. Jean-Jacques ROUCH	Cécile RAMOS
M. Daniel ROUGE	Laurence KATZENMAYER
Mme Elisabeth TOUTUT-PICARD	Jean-Claude DARDELET
Mme Danielle BUYS	Mireille ABBAL

Délibération n° DEL-16-0025**Délégation de service public pour la construction et l'exploitation de parcs de stationnement à Toulouse : approbation du choix du délégataire, du contrat de délégation de service public et autorisation de signer le contrat de délégation de service public****Exposé**

Par délibération en date du 29 janvier 2015, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public pour la construction et l'exploitation de parcs de stationnement à Toulouse.

Il s'agit de confier l'exploitation de certains parcs de stationnement dont les contrats de délégation de service public arrivent à échéance entre 2016 et 2019. C'est le cas pour les parkings Carmes, Victor Hugo, Jean Jaurès et Saint-Étienne.

Il s'agit également de confier l'exploitation des parcs publics de la ZAC de la Cartoucherie, sachant que la construction du premier parc sera achevée en 2016 permettant sa mise en exploitation.

Par ailleurs, la SMAT (Société de la Mobilité de l'Agglomération Toulousaine) qui gère le parking Marengo ne souhaite plus poursuivre cette exploitation et un nouvel exploitant doit être désigné.

Enfin, compte tenu de la réduction de nombre de places de stationnement en surface dans le cadre du projet de l'urbaniste Joan Busquets, il a été décidé de créer une nouvelle offre de stationnement en construisant un nouveau parc de stationnement sur le haut des allées Jean Jaurès.

Aussi, dans un souci d'harmonisation de l'offre globale de stationnement sur la ville de Toulouse et de réalisation d'une économie d'échelle, la gestion commune de ces quatre échéances a été approuvée lors du Conseil de Métropole du 29 janvier 2015.

Un avis d'appel à candidatures a été adressé au BOAMP le 11 février 2015, au JOUE le 11 février 2015 et à la revue Le Moniteur le 13 février 2015.

Dans ce cadre, six candidats ont déposé un dossier de candidature avant la date limite fixée au 1^{er} avril 2015. Ce sont, par ordre alphabétique, les opérateurs économiques suivants :

- EFFIA STATIONNEMENT
- INTERPARKING FRANCE
- Q-PARK FRANCE
- SPIE AUTOCITE
- URBIS PARK (groupement)
- VINCI PARK FRANCE, (devenu INDIGO)

Dans sa séance du 8 avril 2015, la Commission de délégation de service public a admis les six candidats précités à présenter une offre.

La date de remise des offres a été fixée au 18 août 2015. Dans sa séance du 18 août 2015, la Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture des offres reçues.

Les six candidats ont remis une offre avant la date limite. Il s'agit des opérateurs économiques suivants :

- EFFIA STATIONNEMENT
- INTERPARKING FRANCE
- Q-PARK FRANCE
- SPIE AUTOCITE
- URBIS PARK (groupement)
- VINCI PARK FRANCE, (devenu INDIGO)

En application de l'article L. 1411-5 du CGCT, la Commission de délégation de service public a rendu un avis afin d'admettre les candidats précités à participer aux négociations. Au vu de cet avis, le Président a engagé librement toute discussion utile avec les six candidats ayant présenté une offre.

Quatre séances de négociation ont été organisées entre le 8 octobre et 9 novembre 2015 avec chacun des candidats. Ces réunions ont permis de faire évoluer positivement certains aspects de leurs offres. Cette étape de la procédure a également permis à la Collectivité de préciser un certain nombre d'éléments aux candidats. Ainsi, le dimensionnement de la redevance variable d'occupation du domaine public a-t-il été arrêté à hauteur de 40 % du chiffre d'affaires réalisé.

Les six candidats ont bénéficié de communications communes de la part de la Collectivité dans un souci permanent de respecter une stricte égalité de traitement entre eux et de leur permettre d'élaborer leur meilleure offre finale.

La date limite de remise des offres finales a été fixée au vendredi 20 novembre 2015 à l'étude de Maître IACONO DI CACITO, huissier de justice.

Sur la base des critères de jugement des offres, et au vu de l'analyse de l'offre réalisée selon ces critères, Monsieur le Président a ensuite décidé, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du CGCT, de soumettre à l'approbation du Conseil le choix du candidat INDIGO¹ comme délégataire des parcs de stationnement objets de la présente délégation pour les motifs exposés dans le rapport du Président transmis aux membres du Conseil.

Il est rappelé qu'aux termes de l'article L. 1411-7 du CGCT : « deux mois au moins après la saisine de la commission prévue à l'article L. 1411-5, l'assemblée délibérante se prononce sur le choix du délégataire et le contrat de délégation. Les documents sur lesquels se prononce l'assemblée délibérante doivent lui être transmis quinze jours au moins avant sa délibération. »

Le contrat sera conclu pour une durée de :

- 35 ans pour la construction et l'exploitation d'un nouveau parc de stationnement à compter de sa mise en service ;
- 20 ans pour l'exploitation des parcs existants à compter de leur date de remise par la Collectivité ;
- 10 ans pour l'exploitation des parcs de stationnement P1, P2 et éventuellement P3 de la ZAC de la Cartoucherie, à compter du début de l'exploitation du premier parc.

Le Délégué s'engage à concevoir, financer, réaliser et exploiter l'ensemble des ouvrages de la concession. Il prendra notamment en charge :

- la construction d'un nouveau parc de stationnement sur le haut des allées Jean Jaurès ainsi que son exploitation ;
- l'exploitation des parcs de stationnement suivants, déjà existants :
 - VICTOR HUGO
 - CARMES
 - JEAN JAURES
 - SAINT-ETIENNE

¹ Une modification de l'actionnariat de Vinci Park a été réalisée en 2014. Cette restructuration a abouti à un changement de nom et de logo le 5 novembre 2015 et Vinci Park se nomme désormais INDIGO. L'actionnariat est le suivant : Ardian détient 37 % du capital, Crédit Agricole Assurances 37 % également, Vinci et les salariés d'Indigo détiennent les 26 % restants.

- MARENGO

- la réalisation de travaux de réhabilitation du parking Victor Hugo ;
- la réalisation de travaux d'aménagements au sein du parking Marengo ;
- l'exploitation des parcs de stationnement publics de la ZAC de la Cartoucherie : P1, P2, P3 ;
- la réalisation de travaux concernant la mise en place d'équipements nécessaires à l'exploitation des parcs de la Cartoucherie ;

Le Délégué sera maître d'ouvrage chargé d'établir, à ses frais et risques, l'ensemble des ouvrages nécessaires au service. Il sera responsable du fonctionnement du service et sera autorisé à percevoir auprès des usagers des parcs de stationnement les redevances destinées à rémunérer les obligations mises à sa charge.

Il assurera l'ensemble des travaux d'entretien, de grosses réparations et de renouvellement. Les travaux d'amélioration, de mise aux nouvelles normes ou de modernisation seront également à sa charge.

S'agissant des travaux relevant de la responsabilité du Délégué pour les parcs de stationnement en cours d'exploitation, la Collectivité a veillé à ce qu'une distinction claire soit établie entre les travaux devant être réalisés par le délégataire sortant actuel et ceux inclus dans le cadre de la nouvelle délégation de service public. Pour ce faire, un bureau d'études a été mandaté afin de réaliser un diagnostic technique des quatre parkings concernés (Victor Hugo, Carmes, Jean Jaurès et Saint-Étienne). La liste des travaux relevant de la responsabilité de l'exploitant actuel est annexée au contrat de délégation de service public.

Le Délégué sera rémunéré substantiellement par les résultats de l'exploitation.

Indigo proposait deux solutions :

- la construction d'un nouveau parking échappant au tube métro (près du parking Jean Jaurès existant), sur cinq niveaux, estimé à 19,7 M€ avec une redevance initiale de 21 M€ (la plus élevée de tous les candidats) ;
- ou la construction d'un nouveau parking à cheval sur le métro, sur deux niveaux, beaucoup plus près de la gare, estimé à 27,5 M€ (soit 7,8 M€ de plus que dans le premier cas du fait de la mise en œuvre de techniques constructives bien particulières) avec une redevance initiale de 16 M€ (soit 5 M€ de moins que dans le premier cas).

Il est proposé de retenir cette seconde solution parce que ce projet répond mieux à la desserte de l'opération du Pôle d'Échange Multimodal et parce que la fréquentation de ce parking sera plus importante.

Le Délégué engagera un programme d'investissement global de 43,4 M€ (€ valeur 2015), dont 27,5 M€ pour la construction d'un nouveau parking dans la partie haute des allées Jean Jaurès.

En outre, le Délégué versera une redevance annuelle de 40 % du chiffre d'affaires annuel, dès le début de la mise en délégation pour les parkings Victor Hugo, Carmes, Jean Jaurès et Saint-Etienne et à partir de la mise en service de la Ligne à Grande Vitesse pour les parkings du haut de Jean Jaurès et de Marengo. Au total, sur la durée du contrat, cette redevance s'élèvera à 105,1 M€ en euros constants (et à 139 M€ en euros courants).

Enfin, le Délégué versera une redevance initiale capitalisée de 16 M€ à Toulouse Métropole.

Au total, le Délégué versera 121 M€ en euros constants à titre de redevances.

Deuxièmement, il financera la construction du nouveau parking pour un montant de 27,5 M€.

Troisièmement, il réalisera pour 9 M€ de travaux initiaux dans les cinq parkings existants de la délégation de service public.

Enfin, quatrième, le Délégué inscrira 6,9 M€ au titre du compte Gros Entretien-Renouvellement (GER) sur la durée du contrat.

Soulignons que les sommes non utilisées au titre du GER seront reversées à la Collectivité. Soulignons également que si les coûts de construction du nouveau parking, prévus pour 27,5 M€, et les coûts des travaux initiaux, prévus pour 9 M€, sont inférieurs à ces prévisions, le Délégué versera la différence à la Collectivité à concurrence de 95 % de ces sommes.

Notons, en incident, que pour neuf autres parkings (Esquirol, Saint-Michel, Saint-Cyprien, Carnot, Europe, Saint-Aubin, Arnaud Bernard, Capitole et Jeanne d'Arc), les délégations de service public arriveront à échéance entre 2026 et 2040 et ils seront également générateurs de redevances importantes estimées au profit de Toulouse Métropole le moment venu.

Au global, les redevances prévues pour les parkings en ouvrage dépasseront donc largement 200 M€.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1411-7 du Code général des collectivités territoriales, le projet de contrat, ainsi que les rapports de la Commission de délégation de service public et le rapport du Président, ont été transmis ou mis à disposition des membres du Conseil.

Le délai de deux mois après l'ouverture des offres, prévu à l'article L. 1411-7 du Code général des collectivités territoriales, a bien été respecté.

Aussi, au vu de l'analyse des offres finales et du résultat des négociations, il est proposé au Conseil :

- d'approuver le choix du délégataire pour la construction et l'exploitation de parcs de stationnement à Toulouse ;
- d'approuver le contrat de délégation de service public tel que résultant du processus de négociation ;
- et par conséquent d'autoriser le Président à signer le contrat de délégation de service public et ses annexes.

Décision

Le Conseil de la Métropole,

Vu les articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la Commission consultative des services publics locaux du 27 janvier 2015,

Vu la délibération en date du 29 janvier 2015 par laquelle le Conseil de la Métropole s'est prononcé sur le lancement d'une procédure de délégation de service public pour la construction et l'exploitation de parcs de stationnement à Toulouse,

Vu le rapport de la Commission de la délégation de service public portant sur les candidatures et adressé aux membres du Conseil de la Métropole le 1^{er} février 2016,

Vu le rapport de la Commission de la délégation de service public portant sur les offres remises par les candidats et adressé aux membres du Conseil de Métropole le 1^{er} février 2016,

Vu le rapport du Président établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, présentant les motifs du choix du candidat INDIGO et l'économie générale du contrat, et adressé aux membres du Conseil de la Métropole le 1^{er} février 2016 ,

Vu le projet de contrat de délégation de service public adressé aux membres du Conseil de la Métropole le 1^{er} février 2016 ,

Vu l'avis favorable de la Commission Déplacement et Transport du 22 janvier 2016,

Entendu l'exposé de Monsieur le Président, après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1

D'approuver le choix du candidat INDIGO comme délégataire pour la construction et l'exploitation de parcs de stationnement à Toulouse.

Article 2

D'approuver le contrat de délégation de service public tel que résultant du processus de négociation de la délégation du service public avec ledit candidat.

Article 3

D'autoriser Monsieur le Président à signer le Contrat de délégation de service public, ses annexes et tous les actes afférents.

Résultat du vote :

Pour	79
Contre	48 (Mmes CALVET, MAUREL, TRAVAL-MICHELET, PEREZ, HARDY, MOURGUE, FOLTRAN, MAALEM, BLEUSE, CROQUETTE, SIMON-LABRIC, DE COMARMOND, DURRIEU, RAMOS, TOUCHEFEU, VEZIAN, VERNIOL, ABBAL, BUYS, BERGES, MM. ANDRE, SANCHEZ, LAURENT, BRIANCON, JIMENA, SIMION, CARREIRAS, ALVINERIE, ROUGE, LEPINEUX, LACAZE, COHEN, RODRIGUES, PERE, CUJIVES, MAURICE, GRIMAUD, DELPECH, SANCE, SEBI, GODEC, ROUCH, FRANCES, FOURMY, RAYNAL, TOMASI, COQUART, MERIC.)
Abstentions	7 (Mmes ARMENGAUD, COMBES, MM. KELLER, CARLES, GUERIN, SIMON, DESCLAUX.)
Non participation au vote	0

Publiée par affichage le 23/02/2016
Reçue à la Préfecture le 25/02/2016

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures,
Pour extrait conforme,
Le Président,

Jean-Luc MOUDENC

Toulouse Métropole

Délégation de service public pour la construction et l'exploitation de parcs de stationnement

Contrat

ENTRE LES SOUSSIGNES

Toulouse Métropole

représentée par son Président, agissant es-qualité, en vertu d'une délibération du Conseil de métropole en date du 18 février 2016,

ci-après dénommée

"La COLLECTIVITE"

d'une part,

ET

La société Indigo Infra France [*nouvelle dénomination sociale de la société VINCI Park France*],

Société anonyme au capital social de 16 431 968 € dont le siège social est à PUTEAUX LA DEFENSE (92 800) 4 Place de la Pyramide - Immeuble Ile de France - Bâtiment A

immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 304 646 078

représentée par Monsieur Marc Wencel, Directeur Régional Centre Sud Ouest dûment habilité à cet effet par Monsieur Emmanuel LAPOSTOLLE, en sa qualité de Président Directeur Général

ci-après dénommée

"Le DELEGATAIRE"

d'autre part,

Ci-après ensemble « les Parties » ou individuellement « Partie ».

IL EST CONVENU DE CE QUI SUIT.

SOMMAIRE

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES.....	7
ARTICLE 1- DEFINITIONS	7
ARTICLE 2 - FORMATION DU CONTRAT	8
ARTICLE 3 - OBJET DU CONTRAT	8
3.1 – Construction d'un nouveau parc de stationnement sur le haut des allées Jean Jaurès.....	8
3.2 – Exploitation des parcs de stationnement suivants, déjà existants :	8
3.3 – Exploitation des parcs de stationnement publics de la ZAC de la Cartoucherie :	9
ARTICLE 4 - DURÉE DE LA DÉLÉGATION ET PRISE D'EFFET DU CONTRAT	9
ARTICLE 5 – REGIME DES BIENS	10
ARTICLE 6 - ETAT DES LIEUX ET INVENTAIRE	10
ARTICLE 7 – SOCIETE DEDIEE	10
ARTICLE 8 – RESPONSABILITE DU DELEGATAIRE	12
8.1 - Responsabilité du DELEGATAIRE dans l'hypothèse du nouveau parc à construire et pour l'exploitation des parcs des Carmes, Victor Hugo, Jean Jaurès, Saint-Etienne et Marengo.....	12
8.2 – Responsabilité du DELEGATAIRE pour les parcs publics de la ZAC de la Cartoucherie.....	14
ARTICLE 9 – ASSURANCES	16
ARTICLE 10 – CAUSES LEGITIMES	16
ARTICLE 11 – TRANSMISSION DES DONNEES : OPEN DATA	17
ARTICLE 12 – INSERTION SOCIALE ET ACCES DES PME A LA COMMANDE PUBLIQUE	18
ARTICLE 13 – CESSION DE LA DÉLÉGATION	19
CHAPITRE II - TRAVAUX	20
ARTICLE 14 – PRINCIPES GENERAUX.....	20
ARTICLE 15 – RESPONSABILITE DU DELEGATAIRE	20
ARTICLE 16 – LES TRAVAUX DE PREMIER ETABLISSEMENT ET AMENAGEMENTS NECESSAIRES A LA MISE EN EXPLOITATION.....	20
16.1 – Construction d'un nouveau parc de stationnement.....	21
16.2 –Réhabilitation des parkings Victor Hugo, Carmes, Saint Etienne, et Jean Jaurès.....	22
16.3 – Travaux d'aménagements du parking Marengo.....	23
16.4 – Travaux d'équipements des parcs publics de la Cartoucherie.....	23
ARTICLE 17 – DELAIS DE REALISATION OU DE REMISE.....	25
17.1 –Nouveau parc de stationnement à construire :	25
17.2 – Les parcs existants : Victor Hugo, Carmes, Jean Jaurès, Saint-Etienne :	26
17.3 – Le parc de stationnement de Marengo :	27
17.4 – Les parcs publics de la ZAC de la Cartoucherie :	27
ARTICLE 18 – TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE MAINTENANCE ET DE REPARATION	28
ARTICLE 19 – TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS ET DE RENOUVELLEMENT	29
ARTICLE 20 – MODIFICATION DES OUVRAGES APPARTENANT A LA COLLECTIVITE ..	29
ARTICLE 21 – CONTROLE DES TRAVAUX PAR LA COLLECTIVITE	30
ARTICLE 22 – PLANS DES OUVRAGES EXECUTES	31
22.1 – Parcs de stationnement Jean Jaurès existant, Victor Hugo et Marengo et nouveau parc à construire.....	31
22.2 – Parcs de stationnement Saint-Etienne, Carmes et de la Cartoucherie.....	31
ARTICLE 23 - MISE EN CONCURRENCE	32
CHAPITRE III – CONDITIONS D'EXPLOITATION	33

ARTICLE 24 – REGIME DES PLACES DE STATIONNEMENT	33
ARTICLE 25 – AMODIATIONS	33
25.1 – Les amodiations et locations longue durée dans le nouveau parc de stationnement à construire	33
25.2 – Les amodiations sur les parcs de stationnement déjà existants.	34
25.3 Les amodiations sur la ZAC de la Cartoucherie	35
ARTICLE 26 – REGIME PARTICULIER DES PLACES DE STATIONNEMENT	36
26.1 – Places mises à la disposition de la COLLECTIVITE.....	36
26.2 – Cas particulier de Victor Hugo	36
26.3 – Chèques parkings.....	36
26.4 – Journées de promotion du commerce	36
ARTICLE 27 – FONCTIONNEMENT DES PARCS	37
ARTICLE 28 – REGIME DES EMBLEMES PUBLICITAIRES	37
ARTICLE 29 – TEXTES EN VIGUEUR	38
ARTICLE 30 – SURVEILLANCE ET SECURITE	38
ARTICLE 31 – REGLEMENT ET AFFICHAGE	38
CHAPITRE IV – DISPOSITIONS FINANCIERES	40

ARTICLE 32 – MODALITES DE FONCTIONNEMENT – ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT	40
32.1 – Pour le nouveau parc à construire et les parcs de stationnement existants Jean Jaurès, Saint-Etienne, Carmes, Victor Hugo et Marengo	40
32.2 – Pour les parcs publics de la ZAC de la Cartoucherie.....	41
ARTICLE 33 – TARIFICATION AUX USAGERS	41
33.1 - Parcs de stationnement de l'hypercentre:	41
33.2 - Parc de stationnement Marengo.....	43
33.3 - Parcs publics P1 et P2 de la Cartoucherie	43
ARTICLE 34 – INDEXATION	44
34.1 – Pour la tarification au ¼ d'heure :	44
34.2 – Pour la tarification abonnements :	45
34.3 – Pour la tarification abonnement résidant (voiture et moto) :	46
34.4 – Pour la tarification « spectacle » :	47
ARTICLE 35 - REGIME DES REDEVANCES APPLICABLE AUX PARCS DE STATIONNEMENT JEAN JAURES (Y COMPRIS NOUVEAU PARC DE STATIONNEMENT), SAINT-ETIENNE, CARMES, VICTOR HUGO ET MARENGO	47
35.1 - Redevance initiale	48
35.2 - Redevances annuelles	48
35.3 - Redevance de contrôle.....	48
ARTICLE 36 – REMUNERATION DU DELEGATAIRE DANS LE CADRE DE LA REGIE INTERESSEE DES PARCS PUBLICS DE LA ZAC DE LA CARTOUCHERIE	49
36.1 – Hypothèse 1 : exploitation du parking P1 seul.....	49
36.2 – Hypothèse 2 : exploitation des parkings P1 et P2.....	50
36.3 – Hypothèse 3 : exploitation des parkings P1, P2 et P3.....	51
36.4 – Indexation	51
36.5 – Comptabilité.....	51
ARTICLE 37 – REVISION DES CONDITIONS FINANCIERES	52
ARTICLE 38 – PROCEDURE DE REVISION	52
ARTICLE 39 – IMPOTS ET TAXES	53

CHAPITRE V – CONTROLE, REVISION DU CONTRAT **54**

ARTICLE 40 – MODALITES DE CONTROLE DE LA COLLECTIVITE	54
ARTICLE 41 – RAPPORT ANNUEL	54
ARTICLE 42 – CONTENU DES COMPTES- RENDUS	54
ARTICLE 43 - COMPTE DE GROS ENTRETIEN ET RENOUELEMENT	55

ARTICLE 44 - MODIFICATION DU CONTRAT	56
---	-----------

CHAPITRE VI – GARANTIES, SANCTIONS, CONTENTIEUX 57

ARTICLE 45 – GARANTIE A PREMIERE DEMANDE ET GARANTIE MAISON MERE	57
---	-----------

45.1 Garantie à première demande relative à l'exécution de la délégation	57
--	----

45.2 Garantie "maison-mère"	57
-----------------------------------	----

45.3 Garantie à première demande pour la réalisation des travaux	58
--	----

45.4 Garantie à première demande au titre de la remise en état normal d'entretien en fin de contrat.....	59
--	----

ARTICLE 46 – SANCTIONS PECUNIAIRES : LES PENALITES	59
---	-----------

46.1 Pénalité pour retard dans la réalisation des travaux.....	59
--	----

46.2 Pénalité pour non-respect de la part insertion sociale	60
---	----

46.3 Pénalités pour non production de documents.....	60
--	----

46.4 Pénalités en cas de non-respect des dispositions du Code du travail	60
--	----

ARTICLE 47 – SANCTION COERCITIVE : LA MISE EN REGIE PROVISoire	60
---	-----------

ARTICLE 48 – SANCTION RESOLUTOIRE : LA DECHEANCE	61
---	-----------

CHAPITRE VII – FIN DE LA DELEGATION 63

ARTICLE 49 – CAS DE FIN DE CONTRAT	63
---	-----------

ARTICLE 50 – REMISE DES INSTALLATIONS : BIENS DE RETOUR	63
--	-----------

ARTICLE 51 – REPRISE DES BIENS.....	64
--	-----------

ARTICLE 52 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	64
--	-----------

ARTICLE 53 – RESILIATION OU ANNULATION JURIDICTIONNELLE OU PAR VOIE DE CONSEQUENCE	66
---	-----------

ARTICLE 54 – RESILIATION POUR REFUS DE DELIVRANCE, SUSPENSION OU RETRAIT D'AUTORISATION ADMINISTRATIVE	66
---	-----------

ARTICLE 55 – RESILIATION POUR FORCE MAJEURE PROLONGEE	67
--	-----------

ARTICLE 56 – DISSOLUTION, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE	67
---	-----------

ARTICLE 57 – CONTINUITÉ DU SERVICE EN FIN DE DELEGATION	67
--	-----------

ARTICLE 58 – PERSONNEL DU DELEGATAIRE	68
--	-----------

CHAPITRE VII – DISPOSITIONS DIVERSES..... 69

ARTICLE 59 – FORCE MAJEURE	69
---	-----------

ARTICLE 60 – REGLEMENT DES LITIGES.....	69
--	-----------

ARTICLE 61 – JUGEMENT DES CONTESTATIONS.....	70
---	-----------

ARTICLE 62 – ANNEXES	70
-----------------------------------	-----------

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1- DEFINITIONS

(i) Pour l'application du présent Contrat (tel que ce terme est défini ci-dessous), et sauf stipulation contraire, les termes et expressions suivants ont le sens qui est rappelé ou leur est donné ci-après :

« **Annexe** » désigne une annexe du Contrat.

« **Article** » désigne un Article du Contrat.

« **Contrat** » désigne le présent contrat de délégation de service public et ses Annexes.

« **Exercice d'exploitation** » : on appelle exercice annuel d'exploitation comptable la période comprise entre le 1er janvier de l'année N au 31 décembre de l'année N.

« **Force majeure** » désigne les cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

« **Partie** » désigne une partie au Contrat.

(ii) Une référence dans le Contrat à :

un « **jour** » sera interprétée comme désignant un jour calendaire, étant précisé que, pour tout délai prévu au Contrat, si le dernier jour se trouve être un samedi, un dimanche ou un jour férié en France, ledit délai est reporté au Jour Ouvré suivant.

un « **jour ouvré** » sera interprétée comme désignant tout jour à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés en France.

un « **mois** » sera interprétée comme désignant une période commençant un jour d'un mois calendaire et s'achevant le jour correspondant du mois calendaire suivant, étant précisé que :

- (a) (sous réserve du paragraphe (c) ci-dessous) si le jour correspondant du mois calendaire suivant n'est pas un Jour Ouvré, cette période sera alors prorogée au premier Jour Ouvré suivant de ce mois calendaire (et s'il n'en existe pas, la période se terminera le Jour Ouvré précédent de ce mois calendaire) ;
- (b) si le mois calendaire suivant ne compte pas de jour correspondant, la période s'achèvera alors le dernier Jour Ouvré de ce mois calendaire ; et
- (c) si une période commence le dernier Jour Ouvré d'un mois calendaire, elle s'achèvera alors le dernier Jour Ouvré du mois calendaire au cours duquel elle doit prendre fin.

Une "**réglementation**" sera interprétée comme comprenant tout texte de nature législative ou réglementaire, ou norme d'application obligatoire applicable en France, ainsi que les interprétations de ces différents textes par les administrations compétentes ayant une incidence sur l'exécution du contrat.

ARTICLE 2 - FORMATION DU CONTRAT

La COLLECTIVITE, par délibération en date du 18 février 2016 a autorisé son Président à signer le présent Contrat.

La société Indigo Infra France, représentée par Monsieur Marc Wencel, accepte de prendre en charge la gestion du service délégué dans les conditions du présent contrat, ci-après dénommé le Contrat.

ARTICLE 3 - OBJET DU CONTRAT

Pour l'ensemble des parcs de stationnement, excepté les parcs exploités dans le cadre d'une régie intéressée, le DELEGATAIRE est maître d'ouvrage chargé d'établir, à ses frais et risques, l'ensemble des ouvrages nécessaires au service.

Le DELEGATAIRE, responsable du fonctionnement du service, l'exploite à ses risques et périls conformément au présent Contrat. Il est autorisé à percevoir auprès des usagers des parcs de stationnement les redevances destinées à rémunérer les obligations mises à sa charge.

La COLLECTIVITE conserve le contrôle du service délégué et doit obtenir du DELEGATAIRE tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

La COLLECTIVITE confie par le présent contrat au DELEGATAIRE la concession de travaux publics et de service public définie de la façon suivante :

3.1 – Construction d'un nouveau parc de stationnement sur le haut des allées Jean Jaurès

Le DELEGATAIRE s'engage à procéder, à ses risques et périls exclusifs, à la construction et à l'exploitation d'un parc de stationnement situé sur le haut des allées Jean Jaurès, d'une capacité de 400 places environ.

Le coût global de cet ouvrage est évalué par le DELEGATAIRE à 27 499 600 € HT- valeur juin 2015.

3.2 – Exploitation des parcs de stationnement suivants, déjà existants :

Le DELEGATAIRE assume à ses risques et périls l'exploitation des parcs de stationnement existants suivants :

- PARC VICTOR HUGO, d'une capacité de 670 places environ actuellement, qui sera ramenée à 431 places environ après les travaux de réhabilitation du DELEGATAIRE

- PARC DES CARMES, d'une capacité de 565 places environ
- PARC JEAN JAURES, d'une capacité de 1 310 places environ actuellement, qui sera ramenée à 1 216 places environ après les travaux de réhabilitation du DELEGATAIRE
- PARC SAINT-ETIENNE, d'une capacité de 446 places environ
- PARC MARENGO, d'une capacité de 400 places environ

Soit un total de 3 391 places environ actuellement, qui sera ramené à 3 058 places environ après les travaux de réhabilitation du DELEGATAIRE.

Le DELEGATAIRE s'engage à mener une politique de développement de la fréquentation des parcs. Cela concerne tout particulièrement le parking Marengo, qui, dans le cadre du projet d'aménagement « Toulouse Euro Sud Ouest » est appelé à devenir un parc de stationnement privilégié pour les usagers de la gare Matabiau. A cet effet, le DELEGATAIRE pourra soumettre à la COLLECTIVITE un nouveau nom pour ce parc ; l'accord des parties sera formalisé par échange de courrier.

3.3 – Exploitation des parcs de stationnement publics de la ZAC de la Cartoucherie :

La ZAC de la Cartoucherie se situe entre l'avenue de Grande Bretagne et l'avenue Raymond Badiou et s'étend sur un terrain de 33 hectares.

Afin de répondre aux besoins en stationnement de la ZAC, il est prévu la construction de plusieurs parcs de stationnement dont certains à usage public :

- le parking « P1 », d'une capacité de 450 places environ
- et
- le parking « P2 », d'une capacité de 440 places environ

La réalisation d'un troisième parc de stationnement est prévue au sein de la ZAC. Toutefois, dans le cas de figure où ce parking n'aurait pas le statut de parc public, son exploitation ne serait pas dévolue au titre de cette délégation de service public.

Le régime retenu pour l'exploitation de ces parcs publics est celui de la régie intéressée. Ce mode d'exploitation assure au DELEGATAIRE une rémunération fixe qui est versée directement par la COLLECTIVITE ainsi qu'une part variable indexée sur le chiffre d'affaires des parcs publics de la ZAC. Le détail des modalités de rémunération figure aux Articles 32.2 et 36 du présent Contrat.

ARTICLE 4 - DURÉE DE LA DÉLÉGATION ET PRISE D'EFFET DU CONTRAT

La durée du présent Contrat est fixée à :

- 35 ans pour la construction et l'exploitation du nouveau parc de stationnement à compter de sa mise en service ;
- 20 ans pour la réhabilitation et l'exploitation des parcs déjà existants à compter de leur date de remise par la COLLECTIVITE ;

- 10 ans pour l'exploitation des parcs de stationnement P1, P2 et éventuellement P3 de la ZAC de la Cartoucherie, à compter du début de l'exploitation du premier parc.

Le Contrat prend effet à compter de sa notification au DELEGATAIRE par la COLLECTIVITE.

ARTICLE 5 – REGIME DES BIENS

Plusieurs types de biens sont identifiables :

- **les biens de retour** : ils correspondent d'une part aux biens que la COLLECTIVITE met à disposition du DELEGATAIRE, et d'autre part, à des biens apportés par ce dernier et définis comme tels au sein de l'inventaire qui figure en Annexe n°4 du présent Contrat. Il s'agit de biens (mobiliers et immobiliers) qui sont nécessaires à la réalisation de la mission de service public déléguée. Le DELEGATAIRE dispose alors d'un droit de jouissance sur ces biens pendant toute la durée d'exploitation du service public. Les biens reviendront gratuitement à la COLLECTIVITE en fin de Contrat ;
- **les biens de reprise** : il s'agit de biens appartenant au DELEGATAIRE mais qui peuvent faire l'objet d'une reprise en fin de contrat par la COLLECTIVITE moyennant un prix à déterminer entre les Parties ;
- **les biens propres** : ils ne sont pas considérés comme indispensables à la poursuite de l'activité de service public. A ce titre, ils peuvent être conservés librement par le DELEGATAIRE.

ARTICLE 6 - ETAT DES LIEUX ET INVENTAIRE

Un inventaire relatif aux biens de retour et à leur état est réalisé de façon contradictoire, au début de l'exploitation de chacun des parcs de stationnement. Les Parties s'accordent sur le fait que l'inventaire des ouvrages et des biens d'exploitation figurant en Annexe n°4 constitue l'état des lieux originel. Les états des lieux qui seront réalisés feront l'objet de tests techniques.

Figure en annexe du contrat, et telle que transmise dans le dossier de consultation aux candidats, la liste de travaux demandés par la COLLECTIVITE au DELEGATAIRE sortant pour les parcs suivants : Jean Jaurès, Saint-Etienne, Carmes et Victor Hugo. Les états des lieux prendront en compte la réalisation de ces travaux lors de la remise de ces parcs.

Des correctifs à l'état des lieux pourront être proposés par le DELEGATAIRE à la COLLECTIVITE au plus tard soixante jours suivant la réalisation de l'état des lieux originel et ce par courrier.

ARTICLE 7 – SOCIETE DEDIEE

Le DELEGATAIRE accepte de prendre en charge la gestion du service dans les conditions du présent Contrat.

Au plus tard un mois après notification, la société Indigo Infra France (ci-après le Signataire ou la société mère) s'engage à constituer une société dédiée ayant pour unique objet la gestion déléguée du service public telle que définie dans le présent Contrat.

Cette société aura son siège social 4 place de la Pyramide – Puteaux La Défense (92 800).

Ladite société se substituera automatiquement et de plein droit, dès sa création, à la société Indigo Infra France dans tous ses droits et obligations nés de l'exécution du présent Contrat.

La société dédiée aura la forme d'une Société par Actions Simplifiée et sera dénommée Les Parcs de Toulouse.

Dans l'exécution du présent Contrat, l'appellation "DELEGATAIRE" désigne la société Indigo Infra France jusqu'à la date de création de la société dédiée et désigne la société dédiée à partir de sa date de création. La société Indigo Infra France communiquera à la COLLECTIVITE la date de création de la société dédiée, ainsi que son extrait K-Bis et une copie des statuts.

Cette société dédiée devra respecter l'ensemble des exigences suivantes :

- Son objet social devra être réservé exclusivement à l'objet de la délégation et aux prestations accessoires que le DELEGATAIRE sera autorisé à accomplir ;
- Son bilan d'ouverture devra être vierge ou apuré de tout engagement financier antérieur au Contrat ;
- Ses frais de création et de gestion seront inclus dans les comptes d'exploitation prévisionnels ;
- Sa comptabilité ne retracera que les seules opérations afférentes à la délégation et aux prestations accessoires autorisées ;
- Les exercices sociaux correspondront aux exercices d'une année civile du 1er janvier au 31 décembre ;
- La société dédiée ne pourra pas créer de filiales ;
- La société dédiée sera dotée de moyens propres ou mutualisés au niveau du Groupe, en termes de personnel et de moyens matériels, lui permettant une véritable prise en charge de la délégation, sans préjudice toutefois des prestations qui seront susceptibles d'être externalisées ;
- Le Signataire s'engage à maintenir une participation majoritaire dans le capital de la société dédiée, en actions et en droit de vote, pendant toute la durée du présent Contrat.

Nonobstant la circonstance qu'elle n'emporterait pas à strictement parler cession du contrat, toute modification de l'actionnariat qui serait de nature à remettre en cause le principe de la participation majoritaire du Signataire au capital de la société dédiée devra néanmoins être soumise préalablement à l'agrément de la COLLECTIVITE, qui s'engage à faire connaître sa décision dans un délai maximum de trois (3) Mois à compter de la transmission à la COLLECTIVITE de l'ensemble des justificatifs utiles. Le refus d'agrément devra être justifié par la capacité technique et financière de l'actionnaire pressenti, ainsi que par les références dont il dispose dans le secteur d'activité.

Toute modification importante de l'actionnariat de la société mère devra faire l'objet d'une information à la COLLECTIVITE. En tout état de cause, un changement d'actionnariat de la société mère ne pourra entraîner une modification des statuts de la société dédiée.

Le Signataire s'engage à apporter à la société dédiée tous les moyens humains, financiers et techniques nécessaires à garantir la continuité du service public, conformément à la délégation, et ce, pendant toute la durée du contrat. A ce titre, et conformément aux règles d'organisation et de fonctionnement au sein du Groupe, la société dédiée bénéficiera aussi bien lors de la phase de construction, que de la phase d'exploitation des moyens humains, financiers et techniques du groupe Indigo. Elle confiera à la société Indigo Park les tâches d'exploitation du service et pourra également lui confier une mission relative à la réalisation des travaux (maîtrise d'ouvrage déléguée).

Le Signataire s'engage en outre de façon irrévocable et inconditionnelle à demeurer parfaitement et entièrement solidaire des engagements qui incombent à la société dédiée tout au long de l'exécution de la délégation.

En cas de manquement de la société dédiée à l'une de ses obligations au titre du présent Contrat, le Signataire s'engage à se substituer à celle-ci afin d'assurer la prompte et complète exécution des obligations, définies par le Contrat.

En cas de difficultés répétées de la société dédiée (mise en redressement judiciaire, perte de la moitié du capital, etc.), et à la demande de la COLLECTIVITE, le signataire reprendra directement à sa charge l'ensemble des droits et obligations afférents à la délégation,

La garantie apportée par la société Indigo Infra France est formalisée au sein d'un acte détachable du présent Contrat et figurant en Annexe n°2 (garantie maison-mère apportée à la société dédiée).

ARTICLE 8 – RESPONSABILITE DU DELEGATAIRE

La répartition des responsabilités entre le DELEGATAIRE et la COLLECTIVITE diffère selon les cas de figure représentés au sein du présent Contrat.

8.1 - Responsabilité du DELEGATAIRE dans l'hypothèse du nouveau parc à construire et pour l'exploitation des parcs des Carmes, Victor Hugo, Jean Jaurès, Saint-Etienne et Marengo

8.1.1 - Immeubles et équipements

Le DELEGATAIRE, en sa qualité de maître d'ouvrage, conserve pendant toute la durée du contrat l'entière responsabilité du bon achèvement des travaux effectués, de leur solidité ou de leur propriété à destination (en ce compris l'étanchéité des constructions le cas échéant), nonobstant les obligations qui pèsent sur les constructeurs telles que visées par les dispositions des Articles 1792 et 2270 du Code Civil, relatifs à la garantie décennale.

Il pourra contracter une assurance spécifique (Dommages ouvrage, Décennale de Chantier ou Décennale de Génie civil) pour se garantir des conséquences des risques susvisés, nonobstant les obligations qui pèsent sur les constructeurs.

8.1.2 - Exploitation

Le DELEGATAIRE fera son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait ou à l'occasion de son exploitation.

- *Dommmages subis par l'immeuble :*

Le DELEGATAIRE fera assurer, à concurrence de leur valeur de reconstruction ou de reconstitution à neuf, les immeubles et les équipements qui s'y trouvent contre tous les événements accidentels assurables tels qu'incendie, foudre, explosions, risques associés, catastrophes naturelles, attentats, tempêtes.

Il fera couvrir pour un capital suffisant les dommages électriques, dégâts des eaux, recours des voisins et des tiers et autres périls tels que l'effondrement.

Le DELEGATAIRE s'engage à fournir à la COLLECTIVITE une copie des attestations d'assurances telles que prévue à l'Article 9.

Le DELEGATAIRE fera également assurer ses biens propres et sa perte d'exploitation consécutive à un dommage matériel couvert par son assurance dommages pour une durée minimale de 24 mois.

Si besoin, les capitaux assurés seront réévalués tous les ans en fonction de la variation de l'indice Risques industriels publié trimestriellement par l'APSAD (Base 1000 au 1er avril 1975).

En cas de sinistre, l'indemnité versée par les compagnies d'assurances sera intégralement affectée à la remise en état de l'ouvrage et de ses équipements. A ce titre, les indemnités seront réglées au DELEGATAIRE qui devra se charger des travaux de remise en état sans affecter en rien l'estimation de la valeur du parc avant sinistre. Les travaux de remise en état devront commencer dès que possible après le sinistre et au plus tard dans les deux mois, sans préjudice de toute procédure d'expertise amiable ou judiciaire qui rendrait nécessaire un délai plus important.

Il est précisé que les compagnies d'assurance renoncent à tout recours contre la COLLECTIVITE.

- *Dommmages causés par l'immeuble :*

Le DELEGATAIRE sera seul responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit.

Il devra souscrire un contrat d'assurance qui couvrira ces différents risques et qui correspondra aux garanties usuellement assurables par le marché français de l'assurance de responsabilité au jour de la signature du contrat.

En particulier, les dommages aux véhicules garés dans le parc et les autres préjudices matériels et immatériels causés aux tiers devront être assurés pour un capital suffisant par le DELEGATAIRE dont la responsabilité pourrait être recherchée du fait d'incendie, explosions, dégâts des eaux et autres dégâts pouvant trouver leur cause dans l'immeuble, ses équipements, ses installations, sa gestion, à charge pour les compagnies d'assurance de se retourner contre les tiers qui seraient éventuellement à l'origine du sinistre.

Les capitaux couvrant les dommages corporels devront être souscrits à hauteur de 30 M€ au moins à la date de prise d'effet du contrat de concession.

La responsabilité de la COLLECTIVITE ne pourra être recherchée à l'occasion d'un litige

provenant de l'immeuble, ni de la gestion du DELEGATAIRE.

Toutefois, la COLLECTIVITE fera son affaire de toute réclamation qui pourrait être formulée quant à l'implantation ou à l'existence du parc concédé, sous réserve que son exploitation soit conduite suivant les dispositions du présent Contrat.

Il est précisé que les compagnies d'assurance renoncent à tout recours contre la COLLECTIVITE.

8.1.3 – Dispositions particulières pour les parkings Carmes et Victor Hugo

Il est précisé qu'afin de tenir compte de l'insertion des deux parcs de stationnement dans l'ensemble immobilier des Carmes et de Victor Hugo comprenant tous les deux des marchés couverts, les Parties conviennent des dispositions suivantes :

-la COLLECTIVITE continue d'assurer tous les risques pouvant affecter les ouvrages composant les ensembles immobiliers qui sont de son ressort conformément à l'état descriptif de division qui figure à l'Annexe n°1 du présent Contrat et elle assume le paiement des primes correspondantes ;

-pour sa part, outre les risques assurés par ses soins conformément au présent Article 8.1 le DELEGATAIRE s'engage à rembourser à la COLLECTIVITE les primes correspondant aux lots des parcs tels qu'ils sont précisés dans les dossiers descriptifs de division annexés.

8.2 – Responsabilité du DELEGATAIRE pour les parcs publics de la ZAC de la Cartoucherie

8.2.1 - Immeubles et équipements

La COLLECTIVITE, en sa qualité de maître d'ouvrage, conserve pendant toute la durée du contrat l'entière responsabilité du bon achèvement, de la solidité ou de la propriété à destination (notamment l'étanchéité des constructions), telle que visée par les dispositions des Articles 1792 et 2270 du Code Civil, relatifs à la garantie décennale.

La COLLECTIVITE ou son maître d'ouvrage délégué pourra contracter une assurance spécifique (Dommages ouvrage ou Décennale de Génie civil) pour se garantir des conséquences des risques susvisés et également des dommages immatériels que peuvent subir la COLLECTIVITE et le DELEGATAIRE nonobstant les obligations qui pèsent sur les constructeurs.

8.2.2 – Exploitation

Le DELEGATAIRE fera son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait ou à l'occasion de son exploitation.

- *Dommages subis par l'immeuble :*

La DELEGATAIRE fera assurer, à concurrence de leur valeur de reconstruction ou de reconstitution à neuf, les immeubles et les équipements qui s'y trouvent contre tous les événements accidentels assurables tels qu'incendie, foudre, explosions, risques associés, catastrophes naturelles, attentats, tempêtes.

Il fera couvrir pour un capital suffisant les dommages électriques, dégâts des eaux, recours des voisins et des tiers et autres périls tels que l'effondrement.

Le DELEGATAIRE s'engage à fournir à la COLLECTIVITE une copie des attestations d'assurance telles que prévue à l'Article 9.

Le DELEGATAIRE fera également assurer ses biens propres et sa perte d'exploitation consécutive à un dommage matériel couvert par son assurance dommages pour une durée minimale de 24 mois.

En cas de sinistre, l'indemnité versée par les compagnies d'assurance sera intégralement affectée à la remise en état de l'ouvrage et de ses équipements. A ce titre, les indemnités seront réglées au DELEGATAIRE qui devra se charger des travaux de remise en état sans affecter en rien l'estimation de la valeur du parc avant sinistre. Les travaux de remise en état devront commencer dès que possible après le sinistre et au plus tard dans les deux mois, sans préjudice de toute procédure d'expertise amiable ou judiciaire qui rendrait nécessaire un délai plus important.

Il est précisé que les compagnies d'assurance renoncent à tout recours contre la COLLECTIVITE.

- *Dommages causés par l'immeuble :*

Le DELEGATAIRE sera seul responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit.

Il devra souscrire un contrat d'assurance qui couvrira ces différents risques et qui correspondra aux garanties usuellement assurables par le marché français de l'assurance de responsabilité au jour de la signature du contrat.

En particulier, les dommages aux véhicules garés dans le parc et les autres préjudices matériels et immatériels causés aux tiers devront être assurés pour un capital suffisant par le DELEGATAIRE dont la responsabilité pourrait être recherchée du fait d'incendie, explosions, dégâts des eaux et autres dégâts pouvant trouver leur cause dans l'immeuble, ses équipements, ses installations, sa gestion, à charge pour les compagnies d'assurance de se retourner contre les tiers qui seraient éventuellement à l'origine du sinistre.

Les capitaux couvrant les dommages corporels devront être souscrits de 30 M€ au moins à la date de prise d'effet du contrat de concession.

La responsabilité de la COLLECTIVITE ne pourra être recherchée à l'occasion d'un litige provenant de l'immeuble, ni de la gestion du DELEGATAIRE.

Toutefois, la COLLECTIVITE fera son affaire de toute réclamation qui pourrait être formulée quant à l'implantation ou à l'existence du parc concédé, sous réserve que son exploitation soit conduite suivant les dispositions du présent Contrat.

Il est précisé que les compagnies d'assurance renoncent à tout recours contre la COLLECTIVITE.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le DELEGATAIRE communique à la COLLECTIVITE les diverses attestations d'assurance dans un délai d'1 (un) Mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Contrat, puis annuellement dans le compte-rendu financier.

Toutes modifications au niveau des garanties les portant à un niveau inférieur à celui exigé par le Contrat doivent faire l'objet d'une communication à la COLLECTIVITE par lettre recommandée avec accusé de réception. La COLLECTIVITE devra faire connaître son avis dans un délai maximum d'un (1) Mois à compter de la réception de la proposition modificative. Passé ce délai, la COLLECTIVITE est réputée donner son accord.

La COLLECTIVITE pourra en outre, à tout moment, exiger du DELEGATAIRE la justification du paiement régulier des primes d'assurance.

Toutefois, ces communications n'engagent en rien la responsabilité de la COLLECTIVITE, notamment pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant des assurances s'avèreraient insuffisants.

ARTICLE 10 – CAUSES LEGITIMES

Sont seules considérées comme des Causes légitimes :

- la force majeure ;
- les intempéries reconnues par la Fédération Française du Bâtiment rendant impossible ou dangereuse la réalisation des travaux conformément à l'Article L. 5424-8 du Code du Travail ;
- les injonctions administratives ou judiciaires de suspendre ou arrêter la totalité des travaux, dès lors que le motif de ces injonctions n'est pas imputable au DELEGATAIRE ;
- les découvertes archéologiques, les risques liés aux réseaux ou à la pollution, les risques géologiques et/ou hydrologiques à moins que le DELEGATAIRE n'ait pas, en tant que maître d'ouvrage et professionnel, pris les mesures nécessaires pour anticiper raisonnablement la survenance imprévue de ces risques par la réalisation de diagnostics et études préalables nécessaires. Ces causes n'excluent pas la prise en charge de ces aléas dans la limite du seuil global prévu à l'Article 16.1. du présent contrat ;
- la faute de la COLLECTIVITE ou le Fait du Prince ;
- l'intervention tardive des concessionnaires de réseaux sous réserve que le DELEGATAIRE ait fait les démarches en temps utiles ;
- le défaut d'autorisations administratives sauf si une faute ou une négligence du DELEGATAIRE en est la cause ;
- le retard ou la non-délivrance d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux, à moins que ce retard ne résulte d'une faute ou d'une négligence du DELEGATAIRE ;
- le recours contre les autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux, à condition toutefois que, dès l'introduction du recours et jusqu'à ce qu'une décision définitive ait été rendue, le DELEGATAIRE soumette les écritures à la COLLECTIVITE.
- le recours contre le contrat ;
- l'entrée en vigueur de nouvelles normes qui impacteraient le projet entre la signature du contrat et l'obtention des autorisations administratives.

En cas de survenance d'un ou plusieurs événements constituant des causes légitimes, le DELEGATAIRE ne se voit pas appliquer les pénalités prévues au présent contrat.

En cas de survenance d'un ou plusieurs événements constituant des causes légitimes, le DELEGATAIRE informe la COLLECTIVITE, par lettre recommandée avec accusé de réception, de la survenance d'une cause légitime dans un délai de huit (8) jours à compter de la date à laquelle il a eu connaissance de la survenance d'un tel événement. Cette lettre comporte :

- l'identification de la cause légitime et sa justification ;
- l'impact de la cause légitime sur l'exécution du Contrat et notamment sur le planning d'exécution des travaux
- les mesures éventuellement envisageables pour limiter les conséquences de la cause légitime.

En cas de survenance d'un ou plusieurs événements constituant des causes légitimes, les délais prévus au planning d'exécution des travaux seront prolongés d'une durée égale à la durée de l'événement constituant une cause légitime.

A compter de la date de réception de cette lettre, la COLLECTIVITE dispose d'un délai de quinze (15) jours pour prendre position sur l'existence de la cause légitime. A défaut de réponse au terme de ce délai, la COLLECTIVITE est réputée avoir reconnu l'existence de la cause légitime.

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DES DONNEES : OPEN DATA

La COLLECTIVITE s'est engagée dans une politique pour l'innovation et le développement numérique faisant une place prioritaire au logiciel libre et à la réutilisation des données publiques conformément à la loi n°78753 du 17 juillet 1978, ainsi que dans la perspective de l'application de la directive 2013/37/UE du 26 juin 2013 modifiant la directive du 2003/98/CE concernant la réutilisation des informations du secteur public.

Pour cela, le logiciel libre permet aujourd'hui à des tiers de réutiliser librement les données publiques diffusées sur les plateformes accessibles aux adresses www.data.gouv.fr et <https://data.toulouse-metropole.fr>. Sont expressément exclues de cette démarche les données à caractère personnel ainsi que celles sur lesquelles des tiers détiendraient des droits de propriété intellectuelle et, d'une façon plus générale, les données protégées par la loi, dont celles couvertes par le secret des affaires.

La COLLECTIVITE se réserve la possibilité de publier sous une licence de réutilisation publique, qui précise les droits et les obligations rattachés aux données, les données issues de l'utilisation de l'outil approvisionné par le présent Contrat. A cette fin, le DELEGATAIRE fournit à la COLLECTIVITE, dans des standards ouverts (c'est-à-dire, selon l'Article 4 de la LCEN du 21 juin 2004 « tout protocole de communication, d'interconnexion ou d'échange et tout format de données interopérable et dont les spécifications techniques sont publiques et sans restriction d'accès ni de mise en œuvre »), en vue de la mise à disposition à titre gratuit des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux :

- les outils permettant d'extraire et d'exploiter librement tout ou partie de ces données et bases de données.
- ou les cas échéant, les données et bases de données collectées ou produites à l'occasion de l'exécution du présent Contrat.

Le DELEGATAIRE fournira notamment à cet effet les données suivantes :

- entrées horaires et abonnés par parc
- sorties horaires et abonnés par parc

La COLLECTIVITE devra informer le DELEGATAIRE si elle souhaite compléter cette liste de données, et les parties examineront ensemble les modalités, notamment techniques, de mise à disposition de ces nouvelles données auprès de la COLLECTIVITE.

Le DELEGATAIRE ne saurait être tenu pour responsable de l'usage fait de ces données, et la COLLECTIVITE s'assurera d'obtenir les autorisations éventuellement nécessaires (notamment auprès de la CNIL) pour la publication de données ou de bases de données.

ARTICLE 12 – INSERTION SOCIALE ET ACCES DES PME A LA COMMANDE PUBLIQUE

Dans le cadre de la démarche « Small Business Act » la COLLECTIVITE a mis en place une Charte des marchés publics visant notamment à favoriser l'insertion sociale et l'accès des PME à la commande publique. Elle a vocation à être partagée par les entités partenaires de la COLLECTIVITE, dont les délégataires de service public.

Pour les travaux sous-traités, le DELEGATAIRE s'engage à respecter la Charte des marchés publics intégrant la démarche « Small Business Act » figurant en Annexe n°12 du présent Contrat.

Le DELEGATAIRE s'engage à ce que dans le cadre de l'exécution du Contrat, à minima

- 1200 heures par an entre 2016 et 2018,
- 1600 heures par an entre 2019 et jusqu'à l'échéance des parcs de la Cartoucherie,
- 1350 heures par an à partir de 2026, année d'échéance des parcs de la Cartoucherie,
- Après l'échéance des parcs de la Cartoucherie, le volume de 1350 heures par an sera réduit de 250 heures par an à l'échéance de chaque parc.

pour les activités suivantes :

- nettoyage;
- accueil et exploitation;
- maintenance ;
- gardiennage
- petits travaux d'entretien (peinture, par exemple)

soient consacrées à l'emploi de personnel en insertion, étant précisé que ces emplois pourront être portés soit directement par le DELEGATAIRE, soit par ses prestataires.

Il est enfin précisé que sur les travaux de premier établissement du nouveau parc à construire sur le haut des allées Jean Jaurès et du parc Victor Hugo, il est prévu de demander aux constructeurs un engagement à minima de 2500 heures d'insertion sur la durée totale des travaux.

Le DELEGATAIRE assume toutes les charges liées à la mise en œuvre des stipulations qui précèdent.

En cas de non-respect des engagements d'insertion, les pénalités prévues à l'Article 46.2 pourront être appliquées au DELEGATAIRE. Toutefois, s'il rencontre des difficultés particulières pour assurer cet engagement d'insertion sociale et sous réserve d'apporter la preuve des démarches réalisées, il devra en informer la COLLECTIVITE et lui présenter si

nécessaire des ajustements provisoires qui devront faire l'objet d'un agrément exprès de la COLLECTIVITE. Dans ce cas, les pénalités ne seront pas applicables.

ARTICLE 13 – CESSIION DE LA DÉLÉGATION

Le DELEGATAIRE doit informer sans délai la COLLECTIVITE de toute modification affectant sa vie sociale de nature à diminuer les garanties affectées à ce Contrat.

Par cession de contrat, on entend tout remplacement du DELEGATAIRE par un tiers au contrat en cours d'exécution. Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine, ou de cession d'actifs (notamment par scission ou fusion), qui entraîne un changement de la personnalité morale du DELEGATAIRE.

La cession du contrat doit s'entendre de la reprise pure et simple, par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du Contrat initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du Contrat initial tels que la durée, le prix, la nature des prestations ou les tarifs applicables aux usagers.

Toute cession du contrat est interdite, à moins d'un accord préalable et exprès de la COLLECTIVITE qui vérifiera, notamment, si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la gestion du service public, ainsi que son aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, conformément aux obligations contractuelles. Les renseignements demandés seront les mêmes que ceux exigés des candidats à la présente délégation de service public au stade de l'appel à la candidature.

La COLLECTIVITE disposera d'un délai de quatre (4) Mois pour se prononcer, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui devra être formulée par le DELEGATAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires. Le DELEGATAIRE ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

Un avenant de transfert signé conjointement par la COLLECTIVITE, l'ancien titulaire et le cessionnaire du contrat, viendra matérialiser les conditions de cet accord.

En cas de refus de la COLLECTIVITE d'agréeer le cessionnaire pour un motif ci-dessus évoqué, la COLLECTIVITE pourra mettre le DELEGATAIRE en demeure de lui proposer un autre remplaçant dans un délai de trente jours calendaires. Passé ce délai, ou en cas de nouveau refus motivé de la COLLECTIVITE, le DELEGATAIRE actuel poursuivra l'exploitation.

CHAPITRE II - TRAVAUX

ARTICLE 14 – PRINCIPES GENERAUX

Le DELEGATAIRE sera chargé du financement, de la conception et de l'exécution à ses frais et risques :

- Des travaux de premier établissement définis à l'Article 16 ;
- De l'ensemble des travaux d'entretien, de grosses réparations et de renouvellement nécessaires à l'exploitation des parcs de stationnement ;
- Des travaux d'amélioration, de mise aux nouvelles normes ou de modernisation.

Le DELEGATAIRE assurera la réalisation des ouvrages concédés à ses risques et périls et en assurera le financement avec des capitaux propres ou en contractant, le cas échéant, les emprunts nécessaires.

Tous les travaux, de quelque nature que ce soit, devront être réalisés conformément à la Réglementation et aux règles techniques de la profession.

Tous les remplacements de matériels et appareils devront être conformes aux normes et certifications en vigueur au moment du remplacement.

ARTICLE 15 – RESPONSABILITE DU DELEGATAIRE

Le DELEGATAIRE est réputé connaître parfaitement les ouvrages qui lui seront remis en cours d'exécution de la concession.

En conséquence, il fera son affaire du règlement de tout différend qui pourra surgir au sujet de la qualité du matériel et de la bonne exécution des travaux. La COLLECTIVITE est subrogée par le DELEGATAIRE dans tous ses droits ou actions nés ou à naître à l'encontre des constructeurs des installations, des exploitants antérieurs et de tous tiers.

Le DELEGATAIRE sera responsable du maintien en bon état et de la sécurité des installations.

La responsabilité de la COLLECTIVITE ne pourra être engagée pour tout défaut de sécurité des installations confiées au DELEGATAIRE. La COLLECTIVITE ne pourra être mise en cause directement ou indirectement pour les fautes et infractions commises par le DELEGATAIRE.

ARTICLE 16 – LES TRAVAUX DE PREMIER ETABLISSEMENT ET AMENAGEMENTS NECESSAIRES A LA MISE EN EXPLOITATION

En toute hypothèse, pour la réalisation de ces travaux, les conditions d'attribution et de paiement des prestations réalisées par des tiers devront garantir la transparence. Les

conditions de publicité et de mise en concurrence ainsi que les justifications des prix des contrats seront tenues à la disposition de la COLLECTIVITE.

Le DELEGATAIRE fera les démarches nécessaires pour l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux.

Si des autorisations auprès de tiers (gestionnaire immobilier ou occupant d'un autre volume) sont nécessaires pour la réalisation des travaux du fait de l'intégration de certains parcs dans un ensemble immobilier, le DELEGATAIRE fera les démarches nécessaires, sauf s'il ne peut pas se substituer à la COLLECTIVITE.

Et si lors de l'obtention des autorisations administratives, des contraintes ou prescriptions particulières sont imposées par les organismes compétents en raison de la communication avec d'autres volumes, les parties se rapprocheront pour examiner les mesures à prendre et les impacts sur l'exécution des obligations contractuelles au titre du Contrat.

Le programme général des travaux de premier établissement comprend les points ci-dessous :

16.1 – Construction d'un nouveau parc de stationnement

Le DELEGATAIRE devra réaliser la construction d'un nouveau parc de stationnement souterrain situé sur le haut des allées Jean Jaurès dans le centre-ville de Toulouse, dont la capacité d'accueil sera de 400 places environ..

Le DELEGATAIRE soumettra à la COLLECTIVITE la dénomination de ce parc ; l'accord des parties sera formalisé par un échange de courriers au plus tard 6 mois avant la mise en service du parc.

Tous les travaux concernant le dévoiement ou l'obturation de réseaux souterrains sont pris en charge par le DELEGATAIRE. En tant que maître d'ouvrage, le DELEGATAIRE fait son affaire des relations à établir avec les concessionnaires de réseaux concernés par ces opérations.

Un état des lieux concernant les propriétés riveraines sera établi dans le cadre d'un référé préventif par le DELEGATAIRE avant le commencement des travaux.

Le programme prévisionnel a été établi en intégrant les caractéristiques de sols révélées par les études fournies par la COLLECTIVITE et a fait l'objet d'un accord de principe sur la faisabilité du Projet de construction du parc de la part de TISSEO.

En cas de découverte de réseaux qui ne figuraient pas au sein du dossier de consultation, ou si les réseaux connus présentent des caractéristiques différentes des hypothèses retenues, en cas de découverte de pollution dans le sol et sous-sol non identifiée avant la réalisation d'études spécifiques ou le commencement des travaux ainsi qu'en cas de découverte de sites archéologiques, le DELEGATAIRE en fera son affaire dans la limite du seuil global de 300 000 € HT..

En cas de dépassement de ce plafond, les parties se rapprocheront dans les meilleurs délais et procéderont au réexamen prévu à l'Article 37.

Si la survenance de sujétions ou de prescriptions particulières sont de nature à avoir un impact sur le programme (et notamment la capacité du parc), la méthodologie constructive ou

le calendrier, les parties se rapprochent pour évaluer l'impact sur le Projet, sur le déroulement du chantier et son calendrier, et prendre les mesures nécessaires en tenant compte de la nécessité de préserver l'équilibre financier du contrat.

Les frais liés à l'occupation du domaine public dans le cadre de la réalisation de travaux ne seront appliqués que sur les clôtures et les bâtiments chantier.

L'ouvrage sera réalisé conformément au programme prévisionnel de travaux figurant à l'Annexe n° 7 du présent Contrat et fourni par le DELEGATAIRE.

16.2 – Réhabilitation des parkings Victor Hugo, Carmes, Saint Etienne, et Jean Jaurès

Le DELEGATAIRE procède à des travaux de réaménagement du parking Victor Hugo qui comprennent notamment :

- L'amélioration de la circulation inter-étages sans que l'utilisateur ne soit contraint à ressortir du parc de stationnement pour passer d'un étage à l'autre
- La mise en place d'un système de guidage des usagers et d'annonce des places libres
- Le marquage des places de stationnement pour les rendre conformes au gabarit actuel des véhicules
- La création d'un ascenseur extérieur permettant l'accès à tous les niveaux du parking et aux restaurants du marché
- La rénovation complète du système de péage.

L'ouvrage sera rénové conformément au programme prévisionnel de travaux figurant à l'Annexe n°8 du présent Contrat et fourni par le DELEGATAIRE.

Ce programme prévisionnel intègre la mise en place de jardinières en terrasse. La COLLECTIVITE a la faculté de modifier ce programme en supprimant la mise en place des jardinières ; cette décision sera formalisée par courrier et doit être prise au plus tard le 15 mai 2016. Dans ce cas de figure, la somme allouée à ces travaux - soit 53 010 € HT - sera reversée, à titre de redevance, à la COLLECTIVITE, dans les 30 jours suivant la réception d'un titre de recettes.

La réservation d'un espace de 500 m², au dernier niveau du parking Victor Hugo, destiné à accueillir un restaurant, pourra être demandée par la COLLECTIVITE sans indemnité pour le DELEGATAIRE.

Lors de sa création, la surface réservée au restaurant sortira du périmètre délégué, avant le commencement desdits travaux. Cette surface sera remise à la COLLECTIVITE, et une modification de l'état descriptif de division joint au présent Contrat devra être réalisée.

La COLLECTIVITE, ou toute personne qui se substituerait à elle, supportera l'ensemble des contraintes, coûts et charges liés à la réalisation du restaurant et à son exploitation. Elle veillera à minimiser la gêne occasionnée à l'exploitation du parc de stationnement Victor Hugo lors de la phase construction, puis pendant l'activité du restaurant. Avant la réalisation des travaux de construction, les parties se rapprocheront dans les conditions définies à l'Article 20.2.

La COLLECTIVITE n'apportera aucune indemnisation au DELEGATAIRE du fait de la réalisation de ces travaux, dans la limite de la neutralisation de 20 places de stationnement au sein du parking Victor Hugo et de 9 mois de chantier. Les modalités de réalisation des travaux sur un site en exploitation seront par ailleurs validées dans le cadre de l'Article 20.2 afin d'éviter toute gêne anormale.

Les travaux de réaménagement des parcs Carmes, Saint Etienne et Jean Jaurès seront réalisés par le DELEGATAIRE selon un programme prévisionnel de travaux qui sera inséré dans l'Annexe n°8 du présent Contrat.

16.3 – Travaux d'aménagements du parking Marengo

Le DELEGATAIRE procédera aux aménagements suivants :

- Création d'une part d'un aménagement permettant d'améliorer l'accès au parking pour les voitures et pour les piétons, et d'autre part d'un accès permettant de relier le parking au métro et à la gare ;
- Mise en conformité des caisses automatiques avec les normes en vigueur relatives à l'accès des personnes à mobilité réduite (PMR) dans un établissement recevant du public (ERP) ;
- Mise en conformité du système de vidéosurveillance.

Les aménagements du parking Marengo seront réalisés conformément au programme prévisionnel qui figure à l'Annexe n°9 du présent Contrat et fourni par le DELEGATAIRE.

16.4 – Travaux d'équipements des parcs publics de la Cartoucherie

Dans le cadre de la ZAC de la Cartoucherie, le premier parking dit P1 fait l'objet d'un marché de conception réalisation piloté par l'aménageur de la zone. Toutefois, un certain nombre d'équipements doivent être mis en place afin que le parc puisse entrer en fonction. Le DELEGATAIRE fait son affaire de la mise en place et du financement des équipements techniques spécifiques et des locaux d'exploitation. Les travaux concernant la mise en place d'équipements nécessaires à l'exploitation et financés par le DELEGATAIRE portent sur :

- les systèmes de péages (deux entrées et deux sorties)
- les caisses automatiques (deux)
- le système de comptage par niveau
- la vidéosurveillance
- la gestion des accès par badge
- l'interphonie (hors ascenseur)
- l'automate d'information multimodale
- la gestion informatique associée
- la GTC pour l'asservissement du matériel de péage / comptage ; interphonie ; vidéosurveillance
- l'équipement du poste de garde
- la signalétique propre à l'exploitant (enseigne)

L'installation des équipements présentés ci-dessus se fera conformément au programme prévisionnel d'équipements qui figure à l'Annexe n°10 du présent Contrat.

Avant la réalisation de ce programme prévisionnel d'équipements sur chacun des parcs, le DELEGATAIRE participera à la demande de la COLLECTIVITE à des réunions intermédiaires de chantier. Le DELEGATAIRE fera toutes observations utiles soit en vue de la réalisation des travaux d'équipements à sa charge, soit en vue de l'exploitation future. Il sera également invité lors du passage de la commission de sécurité d'ouverture de l'établissement, étant précisé que la COLLECTIVITE, en sa qualité de maître d'ouvrage, a à sa charge toutes mesures et adaptations nécessaires à l'obtention d'un avis favorable sans réserve.

La date de démarrage des travaux de construction de P2 et P3 devra être communiquée au DELEGATAIRE, dans les 3 mois suivants le démarrage. Toute date prévisionnelle de mise en service devra être portée à la connaissance du DELEGATAIRE au plus tard 5 mois avant ladite mise en service prévisionnelle.

16.5 - Engagement de valeur sur les travaux de premier établissement et sur les programmes prévisionnels de travaux

Les montants prévisionnels des travaux de premier établissement réalisés par le DELEGATAIRE, conformément aux programmes de travaux définis dans les Annexes 7, 8, 9 et 10, sont, en date de valeur fin de travaux :

- Travaux de premier établissement du nouveau parc de stationnement à construire sur le haut des allées Jean Jaurès : 28 811 342 € HT (valeur fin de travaux)
- Travaux de premier établissement parc Victor Hugo : 3 042 600 € HT (valeur fin de travaux)
- Programme prévisionnel de travaux parc Jean Jaurès existant : 3 262 993 € HT (valeur fin de travaux)
- Programme prévisionnel de travaux parc des Carmes : 1 318 769 € HT (valeur fin de travaux)
- Programme prévisionnel de travaux parc Saint-Etienne : 912 715 € HT (valeur fin de travaux)
- Travaux de premier établissement parc Marengo : 730 331 € HT (valeur fin de travaux)
- Travaux de premier établissement parc(s) public(s) ZAC Cartoucherie : 358 051 € HT (valeur fin de travaux) pour P1 seul, 665 690 € HT (valeur fin de travaux) pour P1 + P2, 1 003 327 € HT (valeur fin de travaux) pour P1 + P2 + P3

Dans les douze mois suivant la réception la plus tardive des travaux susvisés (hors parcs P2 et P3 de la ZAC Cartoucherie), la COLLECTIVITE procédera aux contrôles sur factures des montants définitifs réellement engagés à ce titre par le DELEGATAIRE. A cet effet, le DELEGATAIRE s'engage à tenir à la disposition de la COLLECTIVITE toutes les pièces utiles exigées par celle-ci dans le cadre de son contrôle et procédera à un recensement exhaustif des coûts travaux dans le Rapport Annuel du DELEGATAIRE remis l'année suivante à la fin de la Garantie de Parfait Achèvement des derniers travaux susvisés (hors parcs P2 et P3 de la ZAC Cartoucherie).

Si le montant des dépenses réellement engagées globalement au titre de ces travaux (hors parcs P2 et P3 de la ZAC Cartoucherie), avec un taux de frais de maîtrise d'ouvrage (hors maîtrise d'œuvre externe) plafonné à 4 % du montant réel des travaux, est inférieur à 95% du

montant prévisionnel cumulé des travaux mentionnés ci-avant (hors parcs P2 et P3 de la ZAC Cartoucherie), alors le solde positif égal à :
[95% du montant prévisionnel cumulé des travaux – montant cumulé réel des travaux] viendra abonder le compte de provision GER défini à l'Article 19 et ce en complément des montants engageants déterminés dans l'Annexe 11 au présent contrat.

Dans le cas contraire, si le montant des dépenses réellement engagées pour l'ensemble des parcs (hors parcs P2 et P3 de la ZAC Cartoucherie) au titre de ces travaux, avec un taux de frais de maîtrise d'ouvrage (hors maîtrise d'œuvre externe) plafonné à 4 % du montant réel des travaux, est supérieur au montant prévisionnel cumulé des travaux mentionnés ci-avant (hors parcs P2 et P3 de la ZAC Cartoucherie), alors le DELEGATAIRE assumera à ses risques et périls ces dépassements, hors cas prévus à l'Article 37 et à l'Article 16.1 du présent Contrat.

ARTICLE 17 – DELAIS DE REALISATION OU DE REMISE

17.1 –Nouveau parc de stationnement à construire :

La construction de l'ouvrage concédé devra commencer dans un délai de douze (12) Mois après la date de notification du présent Contrat, et suivant le calendrier prévisionnel de travaux en Annexe n°7.

La COLLECTIVITE souhaite une restitution anticipée de tout ou partie de la dalle haute du parking fin août 2018 afin de permettre le démarrage à cette date des futurs travaux de réaménagement de surface des allées Jean Jaurès dans le cadre du projet Joan Busquets.

Le calendrier prévisionnel intègre cette date intermédiaire de restitution anticipée avant fin août 2018 de la surface (dalle haute du parking, comprenant l'étanchéité et la dalle de protection) après achèvement de la phase 2 des travaux correspondant aux travaux de demi-parking côté Saint Aubin et des infrastructures du parking côté Belfort, selon les hypothèses énoncées ci-après :

1/ Le permis de construire sera déposé au plus tard *45 jours* après la notification du contrat, et au plus tôt le *31 mars 2016*. Préalablement au dépôt de la demande de permis de construire, le DELEGATAIRE présentera à la COLLECTIVITE l'ensemble des dossiers nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

Il est précisé que le positionnement (et l'aspect extérieur) des émergences (accès véhicules, accès piétons et ascenseur) et le positionnement des futures chaussées seront ceux prévus dans le programme prévisionnel de travaux du DELEGATAIRE. Toute demande de modification de ces éléments par la COLLECTIVITE devra être notifiée au plus tard le *5 mars 2016*. Ces modifications ne pourront avoir qu'un impact mineur sur la réalisation du projet.

Le délai d'instruction du permis de construire pris en compte dans le calendrier prévisionnel est de 3 mois ; ce délai intègre également la consultation du SMTC en vue d'établir une convention pour le suivi du tunnel du Métro définissant notamment les interventions topographiques avant, pendant et après les travaux. L'obtention du permis de construire dans un délai supérieur à 3 mois est exonératoire du retard pris par le délégué dans la libération de la dalle surface haute à due proportion du délai supplémentaire pour la délivrance des

autorisations administratives. Dans ce cas, ou en cas de survenance d'une autre cause légitime de retard, les parties se rapprocheront dans les conditions définies à l'Article 10.

Les études et autorisations administratives supplémentaires rendues nécessaires pour la réalisation du parc, et non prévues à la conclusion de la convention, sont également exonératoires du retard pris par le DELEGATAIRE dans la construction du parking. Il en sera notamment ainsi en cas de demande d'étude d'impact ou de déclaration/autorisation au titre de la loi sur l'eau.

Pour ces cas exonératoires, les pénalités ne seront pas applicables.

En cas de difficultés, le DELEGATAIRE et la COLLECTIVITE collaborent en vue de l'obtention des autorisations administratives.

2/ Compte tenu des délais nécessaires, le calendrier prévisionnel intègre la phase de dévoiement de réseaux à partir de début juillet 2016 (période estivale).

Le terrain d'assiette devra être mis à disposition sans interruption par arrêté de l'autorité compétente et libéré de toute occupation au plus tard 15 jours avant la date de commencement de ces dévoiements des réseaux, et avant cette date le DELEGATAIRE est autorisé à y accéder librement pour réaliser toute étude ou sondage complémentaire qu'il estimerait nécessaire.

Avant le commencement des travaux, la remise de l'emprise des travaux, libérée de toute occupation, sera constatée par procès-verbal.

3/ Le commencement des travaux nécessite au préalable dans le cadre du référé préventif la nomination de l'expert et la réalisation du constat initial dans le cadre de la procédure de référé préventif.

En cas de recours, les parties se rapprocheront pour déterminer les mesures à prendre. Le cas échéant les modalités d'indemnisation prévue à l'Article 54 s'appliqueront.

Tout décalage éventuel des futurs travaux de réaménagements de surface des allées Jean Jaurès dans le cadre du projet Joan Busquets devra être porté à la connaissance du DELEGATAIRE et reportera d'autant le calendrier pour la restitution de la surface (dalle haute). En tout état de cause, une concertation entre le DELEGATAIRE et la COLLECTIVITE devra débuter au plus tard le *1^{er} février 2017*, afin de déterminer les modalités de restitution de la surface (dalle haute).

La mise en service de l'Ouvrage sera constatée par procès-verbal.

17.2 – Les parcs existants : Victor Hugo, Carmes, Jean Jaurès, Saint-Etienne :

Les parcs existants faisant l'objet de la présente délégation seront remis au DELEGATAIRE en fonction des dates de fin de contrat en vigueur à la date de signature du présent Contrat indiquées ci-dessous :

- PARC VICTOR HUGO : le 29 février 2016
- PARC DES CARMES : le 29 février 2016
- PARC JEAN JAURES : le 7 mai 2018
- PARC SAINT-ETIENNE : le 15 octobre 2019

Pour les parcs de stationnement des Carmes et de Victor Hugo, une prolongation d'un mois du contrat a été présentée au Conseil de Métropole du 17 décembre 2015. La date d'échéance contractuelle a été alors reportée au 31 mars 2016.

Par conséquent, la date de remise de ces parcs de stationnement débutera le lendemain des dates de fins énoncées ci-dessus, à savoir :

- PARC VICTOR HUGO : le 1^{er} avril 2016
- PARC DES CARMES : le 1^{er} avril 2016
- PARC JEAN JAURES : le 8 mai 2018
- PARC SAINT-ETIENNE : le 16 octobre 2019

Concernant tout particulièrement le parking Victor Hugo, il est entendu que le projet de réhabilitation n'entrave d'aucune manière le début de l'exploitation à la date indiquée ci-dessus. Par ailleurs, le DELEGATAIRE respecte scrupuleusement le programme prévisionnel de travaux en Annexe n° 8 du présent Contrat.

17.3 – Le parc de stationnement de Marengo :

Faisant l'objet d'une fin de contrat anticipée, le parking Marengo est intégré dans le périmètre de cette délégation de service public. La date de remise de ce parc par la COLLECTIVITE est prévue au 1^{er} avril 2016.

Il est entendu que les aménagements à réaliser au sein du parc n'entravent en rien le début de l'exploitation à la date indiquée ci-dessus. Ces interventions devront être conformes à la description faite des aménagements au sein de l'Article 16.3 du présent Contrat, ainsi qu'au document qui figure en Annexe n°9.

17.4 – Les parcs publics de la ZAC de la Cartoucherie :

Parmi les parcs de stationnement prévus au sein de la ZAC de la Cartoucherie, les deux premiers ont le statut d'établissements publics. Le calendrier de remise, en fonction des dates d'achèvement de la construction des parcs, est le suivant :

- la date de début d'exploitation du parking P1 est prévue courant juillet 2016, après autorisation d'ouverture délivrée par l'autorité compétente;

- la date de début d'exploitation du parking P2 est prévue en 2019 après autorisation d'ouverture délivrée par l'autorité compétente.

Le phasage lié à la réalisation du parking P3 n'est pas encore connu à ce jour. Dans le cas de figure où ce parc de stationnement aurait un statut de parc public, la date de début d'exploitation sera communiquée au DELEGATAIRE.

Le financement des équipements du parking P1, tels que décrits à l'Article 16.4 du présent Contrat, doit être réalisé par le DELEGATAIRE avant la date de début d'exploitation de juillet 2016.

ARTICLE 18 – TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE MAINTENANCE ET DE REPARATION

Les travaux nécessaires au maintien des ouvrages délégués en bon état de fonctionnement, ainsi que les réparations de tous les dommages, éventuellement causés à ces installations ou à ce qui en dépend, sont à la charge du DELEGATAIRE. Ces travaux comprennent le petit et le gros entretien des ouvrages et équipements des parcs de stationnement, objets de la présente délégation.

Par opération d'entretien, de maintenance (préventive et curative) et de réparation, sont entendues toutes les interventions permettant de maintenir en bon état de fonctionnement l'ensemble des ouvrages et équipements des parcs et de préserver leur durée de vie.

Ainsi, le DELEGATAIRE doit :

- Respecter les préconisations et demandes des commissions de sécurité visitant périodiquement les ouvrages ;
- Faire procéder annuellement aux contrôles nécessaires à l'exploitation des parcs et en particulier au contrôle du matériel électrique par un bureau de contrôle des installations électriques.

Les ouvrages, les installations et leurs annexes doivent être maintenus en parfait état d'entretien, de propreté et de salubrité y compris les accès véhicules, les accès vélos, les accès et passages piétons, les émergences et affleurements.

Les travaux relevant de la catégorie du petit entretien concernent notamment :

- le balayage et le nettoyage des aires de stationnement et de circulation, des escaliers et des aires diverses qui doivent être maintenus en bon état de propreté ;
- l'entretien en état de marche du réseau d'éclairage normal et de sécurité ;
- l'entretien permanent des installations de ventilation et des installations de surveillance de la qualité de l'air ;
- l'entretien permanent de la sonorisation ;
- l'évacuation des matières usées, l'enlèvement des ordures et l'entretien des séparateurs d'hydrocarbures ;
- la prévention et l'enlèvement des graffitis dans un délai de 48h après constatation ;
- le remplacement de toute pièce défectueuse dans les équipements tels que : péage, ventilation, sécurité, gardiennage, éclairage, pompe de relevage, ascenseurs, monte-charge ;
- le renouvellement de la signalisation horizontale et verticale ;
- l'entretien du système de vidéosurveillance ;
- l'entretien et la maintenance des ascenseurs,
- l'entretien des portes, portails et grilles de fermeture et la vérification de leur bon fonctionnement ;
- l'entretien et la maintenance du système de contrôle d'accès et de péage ;
- toutes petites réparations générées par un désordre de quelque nature que ce soit
- le remplacement des équipements détériorés devra être exécuté dès que le défaut en est constaté.

En tout état de cause, la sécurité des biens et des personnes doit être assurée sans délai.

ARTICLE 19 – TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS ET DE RENOUELEMENT

Les dispositions qui suivent concernent tous les parcs de stationnement, objets de la présente délégation, excepté les parcs publics de la Cartoucherie exploités sous la forme d'une régie intéressée. Par conséquent, pendant la durée d'exploitation des parcs publics de la Cartoucherie, les travaux de grosses réparations et de renouvellement relèvent de la COLLECTIVITE.

Les travaux de renouvellement et de grosses réparations comprennent toutes les opérations, autres que celles d'entretien préventif ou curatif (voir supra). Elles consistent à remplacer ou à réhabiliter les installations du service en cas d'usure, de défaillance, de dégradation ou de vol. Ces travaux sont réalisés de façon à garantir la performance et la pérennité des ouvrages.

La notion de renouvellement s'entend comme le remplacement à l'identique ou à l'équivalent des ouvrages dans leur fonction, quelle que soit l'évolution technique et réglementaire.

De façon non limitative, les travaux de renouvellement et de grosses réparations comprennent :

- le renouvellement des installations de péage (caisses automatiques, barrières/bornes), installations de ventilation, et ascenseurs ;
- le renouvellement des peintures du sol, des murs et du plafond ;
- le renouvellement du gros œuvre.

Afin de respecter ses obligations relatives aux grosses réparations et au renouvellement des ouvrages et équipements des parcs de stationnement, le DELEGATAIRE s'engage à constituer un compte de provision Gros Entretien Renouvellement (GER) afin de mettre en œuvre le plan prévisionnel de dépenses annuelles de GER qui figure en Annexe n° 11 du présent Contrat.

ARTICLE 20 – MODIFICATION DES OUVRAGES APPARTENANT A LA COLLECTIVITE

20.1. Travaux à l'initiative du DELEGATAIRE

Lorsque le DELEGATAIRE exécute des travaux entraînant des dégradations aux ouvrages appartenant à la COLLECTIVITE (non inclus dans le périmètre de la Concession), il est tenu de prendre à sa charge le coût des réparations. La COLLECTIVITE se réserve le droit d'exécuter ou de faire exécuter aux frais du DELEGATAIRE les réparations nécessaires.

Lorsque le DELEGATAIRE exécute à son initiative des travaux entraînant des déplacements ou des modifications d'ouvrages, il est également tenu de prendre à sa charge toutes les dépenses afférentes au remplacement à l'identique des ouvrages appartenant à la COLLECTIVITE. Toutefois, il peut demander à celle-ci le remboursement de la partie de ces dépenses qui correspondent à une amélioration des ouvrages déplacés ou modifiés.

20.2. Travaux à l'initiative de la COLLECTIVITE

La COLLECTIVITE informera préalablement le DELEGATAIRE sur les travaux dont il ne serait pas lui-même chargé, et qui interviendraient dans le périmètre délégué ou seraient

susceptibles d'affecter les ouvrages délégués. Si nécessaire, le DELEGATAIRE pourra demander la communication des projets d'exécution.

Le DELEGATAIRE devra notamment être informé si des travaux ont un impact sur le nombre de places exploitées ou sur le fonctionnement des équipements d'exploitation ou de sécurité du Parc. Dans tous les cas, les parties se rapprocheront préalablement à la réalisation des travaux par la COLLECTIVITE avec pour objectif de coordonner leurs interventions sur un site en exploitation.

Notamment, la COLLECTIVITE devra se rapprocher du DELEGATAIRE préalablement au réaménagement des allées Jean Jaurès, aux travaux de rénovation du Marché Victor Hugo ou aux travaux de création du restaurant au sein du parc Victor Hugo.

Cette concertation permettra notamment de déterminer :

- l'emprise chantier à l'intérieur du parc,
- les zones qui seraient concernées par une co-activité entre le chantier et l'exploitation de l'ouvrage,
- les contraintes à imposer aux entreprises.

Les travaux étant réalisés dans un ouvrage en exploitation, ils se feront par conséquent en présence du public. Ils ne devront en aucun cas provoquer :

- une mise en danger du public.
- la fermeture des circulations horizontales et verticales.
- une mise à l'arrêt généralisée d'un système de sécurité (détection incendie, extraction, etc.).

D'une façon générale, la responsabilité du DELEGATAIRE ne pourra être mise en jeu pour les travaux réalisés par la COLLECTIVITE.

ARTICLE 21 – CONTROLE DES TRAVAUX PAR LA COLLECTIVITE

Le DELEGATAIRE met à la disposition de la COLLECTIVITE les constatations de travaux, en qualité et en valeur, et facilite l'accès aux chantiers.

L'accord de la COLLECTIVITE découlant de ce contrôle ne dégage pas le DELEGATAIRE de ses obligations et responsabilité vis-à-vis des tiers et de la COLLECTIVITE.

Le DELEGATAIRE doit, en outre, se conformer aux prescriptions des services de la COLLECTIVITE et autorités compétentes relatives aux voies sur lesquelles les travaux s'exécutent.

Après l'achèvement des ouvrages et avant leur mise en service, le DELEGATAIRE organise leur réception. Il invite la COLLECTIVITE à participer aux opérations de réception par lettre recommandée avec accusé de réception qui doit parvenir à la COLLECTIVITE vingt jours francs au moins avant la date desdites opérations. Cette lettre est accompagnée d'un dossier décrivant les installations.

A l'occasion des opérations de réception, la COLLECTIVITE est en droit de demander toutes explications utiles et de formuler ses observations en demandant, le cas échéant, qu'elles soient consignées au procès-verbal.

Lorsque les ouvrages présentent des défauts ou des non conformités, constatées à l'occasion de leur réception, des essais précédant leur mise en service ou lors de leur mise en service, la COLLECTIVITE notifie au DELEGATAIRE les travaux nécessaires pour y remédier, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai d'un mois calculé à compter de la constatation de la défektivité ou de la non-conformité. Le DELEGATAIRE réalise ces travaux dans un délai fixé d'un commun accord avec la COLLECTIVITE, qui conserve le droit de réclamer la réfection ou la mise en conformité des ouvrages s'il estime que les défauts signalés au DELEGATAIRE subsistent en totalité ou en partie.

Toutefois, aucune forclusion ne peut être opposée à la COLLECTIVITE en cas de défaut non apparent ou de dissimulation volontaire de la part du DELEGATAIRE jusqu'à ce que le défaut ou la dissimulation soient révélés.

Les travaux de réfection ou de mise en conformité des ouvrages sont réalisés par le DELEGATAIRE, à ses frais. Ils ne donnent lieu à aucune majoration des tarifs fixés par le Contrat et ne font l'objet d'aucun paiement par la COLLECTIVITE.

ARTICLE 22 – PLANS DES OUVRAGES EXECUTES

22.1 – Parcs de stationnement Jean Jaurès existant, Victor Hugo, Marengo et nouveau parc à construire

Dans un délai de trois (3) Mois suivant la réception des ouvrages, pour les parcs faisant l'objet des travaux de premier établissement de nature à modifier substantiellement l'équipement, le DELEGATAIRE envoie à la COLLECTIVITE les plans de l'ensemble des installations ainsi que le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) le cas échéant.

22.2 – Parcs de stationnement Saint-Etienne, Carmes et de la Cartoucherie

- Fourniture de plans en début d'exploitation

Le DELEGATAIRE fournira à la COLLECTIVITE des plans actualisés pour les parcs de stationnement susvisés. Le délai de remise des plans actualisés est de trois (3) mois à compter du début de l'exploitation.

Les plans remis à la COLLECTIVITE sont transmis d'une part sous forme numérisée aux formats .dwg et .pdf, d'autre part sous forme papier par un exemplaire reproductible.

Cette clause n'est pas applicable aux parcs publics de la Cartoucherie dans la mesure où le constructeur, mandaté par l'aménageur de la ZAC, fournira les plans des équipements lors de l'achèvement des travaux.

- Fourniture annuelle de plans

Le DELEGATAIRE tient constamment à jour les plans et inventaires des installations, et remet à cet effet, avant le 1^{er} mai, un exemplaire des plans mis à jour dans l'année.

Les plans remis à la COLLECTIVITE sont transmis d'une part sous forme numérisée aux formats .dwg et .pdf, d'autre part sous forme papier par un exemplaire reproductible.

ARTICLE 23 - MISE EN CONCURRENCE

Sauf urgence ou cas de dépendance technologique, les travaux dépassant un montant de 50 000 € HT (par type de travaux et par an pour les prestations) autres que les travaux de premier établissement qui seront réalisés par le DELEGATAIRE pendant la durée du présent Contrat devront faire l'objet d'une mise en concurrence préalable avec au moins trois prestataires. Ce seuil sera indexé chaque année par application de la formule de l'Article 34.2.

Le DELEGATAIRE s'engage à procéder à une mise en concurrence effective, et le cas échéant à en justifier, avec la consultation d'au moins trois prestataires, pouvant être précédée si besoin d'une publicité préalable.

Le DELEGATAIRE s'engage à fournir tous les justificatifs permettant d'attester de cette mise en concurrence sur demande de la COLLECTIVITE.

Le DELEGATAIRE veillera à encourager l'accès des entreprises implantées localement et des PME prévu dans la Charte des marchés publics intégrant la démarche « Small Business Act » annexée au présent Contrat (allotissement des prestations et travaux en fonction des secteurs et métiers concernés, sélection des offres mieux-disantes en veillant à ce que le critère prix ne prévale pas de façon systématique, développement des rencontres avec les fournisseurs, privilégier les circuits courts). Une évaluation annuelle de l'impact effectif sur les entreprises implantées localement et sur les PME sera faite dans le cadre du rapport annuel du DELEGATAIRE.

Les contrats passés avec les entreprises actionnaires de la maison mère du DELEGATAIRE, comme toute entreprise avec lequel une entreprise actionnaire de ladite maison mère entretient des relations d'affaire habituelles, seront conclus dans les conditions normales de marché ainsi que dans les intérêts du service public.

CHAPITRE III – CONDITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 24 – REGIME DES PLACES DE STATIONNEMENT

Il pourra être fait des places de stationnement les usages suivants :

- Tarification au temps passé (quart d'heure)
- Abonnements résidants, suivant un quota de places maximum conformément à l'Annexe n°6 du présent Contrat
- Abonnements non résidants : un nombre minimum d'abonnements sera proposé aux usagers des parcs de stationnement figurant dans le tableau ci-dessous :

Nombre minimum d'abonnements à proposer aux usagers	24h/24h	Nuit et week-end
Jean Jaurès	250	40
Saint-Etienne	177	62
Victor Hugo	100	10
Carnes	402	95

- Amodiations, dans les conditions définies à l'Article 25 du présent Contrat, ou locations longue durée

ARTICLE 25 – AMODIATIONS

L'amodiation confère un droit d'usage d'un emplacement sur une longue durée. Dans le cadre d'une opération de construction d'un parc de stationnement il s'agit également d'un moyen de financement pour le DELEGATAIRE.

La COLLECTIVITE autorise le DELEGATAIRE à amodier dans les conditions définies ci-dessous :

25.1 – Les amodiations et locations longue durée dans le nouveau parc de stationnement à construire

Le DELEGATAIRE est autorisé à amodier ou à consentir des locations longues durées sur l'ensemble des 400 emplacements de stationnement construits sans que toutefois le nombre d'amodiations puisse dépasser le nombre de 100.

La durée de l'amodiation sera de 75 ans maximum à compter de la mise en service du nouveau parc.

Le prix de vente unitaire maximum de l'amodiation pour une durée de 75 ans par le DELEGATAIRE est de 30 000 € HT (valeur juin 2015), indexé annuellement selon les dispositions de l'Article 34.2.

Dans le cas de figure où l'amodiation vendue prendrait fin postérieurement à la date d'échéance du présent Contrat, le DELEGATAIRE s'engage à reverser à la COLLECTIVITE dans les trois mois suivant l'échéance du Contrat, la quote-part des produits issus de l'amodiation dépassant la date de fin du présent Contrat.

Le DELEGATAIRE facturera annuellement aux amodiataires un forfait annuel de charges correspondant aux frais d'entretien et de fonctionnement du parc.

Le tarif maximum du contrat de location longue durée pour une durée de 15 ans sera fixé à 19 500 € HT pour un emplacement réservé (valeur juin 2015) ou 16 500 € HT pour un emplacement banalisé (valeur juin 2015). Ces tarifs unitaires sont indexés annuellement selon les dispositions de l'Article 34.2.

25.2 – Les amodiations sur les parcs de stationnement déjà existants.

Les quatre parcs du centre-ville font l'objet d'amodiations, contractées par le délégataire sortant, et réparties de la façon suivante :

- Jean Jaurès : 199 emplacements maximum
- Saint-Etienne : 151 emplacements maximum
- Carmes : 55 emplacements maximum
- Victor Hugo : 55 emplacements maximum

La totalité de ces places ont été amodiées pour une durée de 75 ans qui dépasse la durée de l'ancien contrat de délégation de service public. Par conséquent, il est entendu qu'au sein des parcs de stationnement Jean Jaurès, Saint-Etienne, Carmes et Victor Hugo, les places amodiées ne pourront pas faire l'objet d'un usage horaire ou d'abonnement par le DELEGATAIRE, sauf accord éventuel des amodiataires pour l'utilisation de ces places dans le cadre d'un contrat de sous-occupation.

Toutefois, le DELEGATAIRE procédera à la refacturation des charges d'entretien et de fonctionnement du parc auprès des amodiataires.

Le calcul à réaliser est le suivant :

- **Pour les parcs de stationnement St Etienne et Jean Jaurès :**

Le forfait annuel de refacturation des charges d'entretien et de fonctionnement S par place amodiée est calculé selon l'application de la formule suivante :

$$S = S_0 \times K$$

Avec :

$$S_0 = 230,52 \text{ € HT}$$

Et

$$K = 0,20 + 0,48 \frac{\text{MID}}{\text{MIDo}} + 0,16 \frac{\text{Indice D00000} \times 1,604483 \times 1,1475 \times 1,2326}{\text{Elo}} + 0,16 \frac{\text{EBIQ00} \times 8,7093 \times 1,0525 \times 1,1276}{\text{PsdCo}}$$

Où :

MIDo = 197,80 (valeur Septembre 1985)

Elo = 156,30 (valeur Décembre 1984)

PsdCo = 648 (valeur Décembre 1984)

- **Pour les parcs de stationnement Carmes et Victor Hugo :**

Le forfait annuel de refacturation des charges d'entretien et de fonctionnement S par place amodiée est calculé selon l'application de la formule suivante :

$$S = So \times K$$

Avec :

$$So = 200,00 \text{ € HT}$$

Et

$$K = \frac{FSD2 \times 1,2370}{PsdCo}$$

Où :

$$PsdCo = 119,80 \text{ (valeur février 2003)}$$

25.3 Les amodiations sur la ZAC de la Cartoucherie

Le principe retenu au sein du dispositif de la ZAC de la Cartoucherie repose sur la conclusion possible de conventions générales d'amodiation entre un promoteur, l'aménageur de la ZAC et la COLLECTIVITE. Ces contrats prévoient une participation financière du promoteur à hauteur de 4 200 € TTC (pour les logements) et 8 400 € TTC (pour les tertiaires) par place susceptible d'être amodiée. A la livraison des locaux à usage d'habitation ou de bureau, les occupants pourront demander la conclusion d'une convention individuelle d'amodiation dans un parc public, afin de bénéficier d'un droit de stationnement correspondant à un emplacement banalisé. Ce droit d'usage porte sur une place de stationnement mais sans pour autant bénéficier d'une place attitrée.

Au titre du présent Contrat, le DELEGATAIRE fera son affaire de la conclusion et de la gestion des contrats individuels d'amodiation avec les occupants souhaitant bénéficier de ce dispositif. Toutefois, la COLLECTIVITE et le DELEGATAIRE conviendront avant la souscription des contrats individuels d'amodiation d'un contrat-type individuel d'amodiation.

ARTICLE 26 – REGIME PARTICULIER DES PLACES DE STATIONNEMENT

26.1 – Places mises à la disposition de la COLLECTIVITE

Le DELEGATAIRE s'engage à mettre à disposition gratuitement de la COLLECTIVITE 81 cartes d'abonnements, 24h sur 24h, nécessaires au fonctionnement des services de la COLLECTIVITE. Elles sont réparties de la façon suivante :

- Jean Jaurès : 30 cartes
- Saint-Etienne : 4 cartes
- Carmes : 22 cartes
- Victor Hugo : 15 cartes
- Marengo : 10 cartes

En outre, le DELEGATAIRE s'engage à attribuer annuellement, à la demande de la COLLECTIVITE, des bons d'une heure, pour les besoins du fonctionnement des services de la COLLECTIVITE. Ils sont répartis de la façon suivante :

- 200 bons horaires sur le parc Jean Jaurès
- 100 bons horaires sur le parc Victor Hugo
- 400 bons horaires sur le parc des Carmes

26.2 – Cas particulier de Victor Hugo

Le DELEGATAIRE s'engage à reconduire les abonnements préférentiels accordés aux 86 commerçants intervenant sur le marché Victor Hugo. Il s'agit d'abonnements mensuels au tarif de 70 euros TTC qui permettent de stationner au sein du parking Victor Hugo entre 5h30 et 15h00.

Ce tarif évoluera selon la formule prévue à l'Article 34.3 du Contrat.

26.3 – Chèques parkings

Le dispositif des tickets parkings est mis en œuvre dans le cadre d'une convention existante entre la Ville de Toulouse et la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI). Les tickets parkings sont achetés par la CCI pour être mis à disposition des commerçants. La prise en charge financière de ces tickets est répartie entre le délégataire des parcs de stationnement, les commerçants, la Ville de Toulouse, la CCI et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA).

Pour un ticket de 30 minutes d'une valeur de 1,40 euros TTC la répartition sera la suivante :

- 0,70 euros TTC pour le délégataire ;
- 0,30 euros TTC pour les commerçants ;
- 0,40 euros TTC pour la Ville, la CCI et la CMA.

26.4 – Journées de promotion du commerce

Le DELEGATAIRE s'engage à mettre en œuvre le dispositif prévu par Toulouse Métropole pour soutenir le commerce de vitrine du centre-ville.

Il s'agit, pour quatre (4) journées choisies par le Président de Toulouse Métropole (hors période de forte charge des parkings), d'éditer des tickets de parkings spéciaux, valables seulement ces jours-là. Ces tickets seront distribués aux clients des commerces par les

associations de commerçants et ne seront pas encaissés. La COLLECTIVITE informera le DELEGATAIRE au moins 45 jours avant la journée choisie.

Le DELEGATAIRE supportera la perte liée à l'absence d'encaissement des recettes pour ces tickets de parkings spéciaux.

ARTICLE 27 – FONCTIONNEMENT DES PARCS

Les parcs de stationnement fonctionnent sans interruption 24h/24h, 7j sur 7j chaque jour de l'année y compris les jours fériés.

Le personnel du DELEGATAIRE devra être présent sur site aux horaires suivants :

- de 7h à 23h du lundi au samedi et de 7h à 15h le dimanche sur le nouveau parc de stationnement du haut des allées Jean Jaurès ;
- 24h/24h sur les parcs de stationnement Jean Jaurès existant et Victor Hugo ;
- de 7h à 23h du lundi au samedi et de 7h à 16h le dimanche sur le parc de stationnement Carmes;
- de 7h à 20h du lundi au samedi et de 7h à 15h le dimanche sur le parc de stationnement Saint-Etienne ;
- de 7h à 20h du lundi au samedi et de 9h à 19h le dimanche sur le parc de stationnement Marengo ;
- de 7h à 21h tous les jours sauf le dimanche sur les parcs publics de la ZAC de la Cartoucherie.

Tout arrêt technique prévisible doit être fixé en accord avec la COLLECTIVITE, que celui-ci soit lié à la maintenance ou à l'entretien normal des ouvrages.

Dans les autres cas, le DELEGATAIRE doit informer immédiatement la COLLECTIVITE de tout autre arrêt de l'exploitation. Cette information doit faire l'objet d'une confirmation écrite à la COLLECTIVITE.

Les bornes d'encaissement automatique doivent assurer la perception des sommes à payer par :

- Monnaie,
- Porte-monnaie électronique,
- Carte bancaire.

Le paiement par carte bancaire aux bornes de sortie véhicules doit également être possible.

Le matériel doit être évolutif pour permettre toute avancée technologique des modes de paiement.

ARTICLE 28 – REGIME DES EMPLACEMENTS PUBLICITAIRES

Dans les parcs, l'usage des emplacements à caractère commercial ou publicitaire ne devra en aucun cas apporter une gêne quelconque au bon fonctionnement des parcs de stationnement.

Le DELEGATAIRE informera la COLLECTIVITE du nombre d'emplacements concernés ainsi que de l'usage qui en sera fait. La COLLECTIVITE aura la possibilité de demander le retrait d'une publication qui serait contraire à l'intérêt général.

ARTICLE 29 – TEXTES EN VIGUEUR

Le DELEGATAIRE assure la gestion du service qui lui est confié d'une manière régulière et continue, en veillant à respecter en tout point les dispositions législatives et réglementaires actuelles ou futures afférentes aux activités, ouvrages et installations faisant l'objet de la délégation de service public.

La construction et l'exploitation des parcs de stationnement, objets de cette délégation, doivent respecter les dispositions législatives et réglementaires afférentes à ce type d'activité, et en particulier les Articles « PS » du règlement de sécurité de l'arrêté du 9 mai 2006 relatif aux risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Pour les dispositions techniques, et notamment celles concernant l'hygiène et la sécurité, le DELEGATAIRE se réfère en particulier à la circulaire du Ministre de l'équipement et des transports en date du 3 mars 1975 relatives aux parcs de stationnements couverts ainsi qu'au Code de la voirie routière.

Plus précisément, il devra se référer au règlement de voirie de la ville de Toulouse.

ARTICLE 30 – SURVEILLANCE ET SECURITE

La surveillance des parcs publics de stationnement relève de la responsabilité du DELEGATAIRE.

Il assure au quotidien la sécurité des parcs à l'aide des moyens techniques et le cas échéant humains qu'il juge adaptés aux nécessités de chaque parc.

L'activité de surveillance (ronde, contrôle par installation vidéo, intervention rapide en cas de problème) devra être exécutée soit par des agents du DELEGATAIRE, soit par une entreprise spécialisée choisie et rémunérée par le DELEGATAIRE.

L'activité de surveillance doit également porter sur la qualité de l'air, conformément à la Réglementation ; les résultats de ce contrôle doivent être tenus à la disposition de l'autorité chargée du contrôle.

Le DELEGATAIRE est tenu d'assurer une présence de son personnel aux heures d'ouverture des parcs de stationnement. Dans le cas de figure où son personnel ne serait pas sur site, le DELEGATAIRE devra être en mesure d'intervenir vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur le site, chaque jour de l'année, y compris les jours fériés, dans un délai maximum de 10 minutes pour les parcs du centre-ville et 20 minutes pour les parcs de la Cartoucherie en cas d'alarme sécurité.

Le DELEGATAIRE s'engage à prendre toutes les mesures pour assurer la sécurité des usagers et du personnel dans les parcs concédés.

ARTICLE 31 – REGLEMENT ET AFFICHAGE

Le DELEGATAIRE assure une mission de relation avec les usagers des parcs de stationnement. A cette fin, il fait apposer sur les caisses automatiques ainsi que sur les bornes de sorties, ses coordonnées postales, téléphoniques, de télécopie et adresse Internet.

Le DELEGATAIRE établit les règlements intérieurs qui fixent les principales dispositions relatives au fonctionnement des parcs de stationnement. Ces règlements sont destinés à assurer le meilleur service de l'utilisateur. Les règlements intérieurs sont présentés à la COLLECTIVITE dans un délai de deux (2) mois suivants la notification du présent Contrat. Ils sont approuvés par délibération du bureau de la métropole et font l'objet d'un arrêté municipal pour toutes les dispositions relatives au pouvoir de police du maire. Ils figureront ensuite à l'Annexe n°5 du présent Contrat. Toute modification ultérieure devra être approuvée par délibération du bureau de la métropole.

Les règlements intérieurs sont affichés par le DELEGATAIRE aux divers accès piétons et vélos des parcs de stationnement.

Les consignes d'incendie et d'évacuation sont soumises aux mêmes dispositions d'affichage que les règlements intérieurs.

Le plan de cheminement des véhicules, des piétons et des vélos à l'intérieur des parcs est réalisé par le DELEGATAIRE.

Un affichage spécial des tarifs en vigueur est effectué de manière à être parfaitement lisible par les usagers à l'entrée du parc ou près du péage.

CHAPITRE IV – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 32 – MODALITES DE FONCTIONNEMENT – ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT

Economie générale du contrat :

L'équilibre économique et financier du présent contrat a été bâti en prenant en compte le futur environnement urbain des parcs, tant en terme de fréquentation que de niveau de chiffre d'affaires. Ce futur environnement urbain se traduit notamment par la réalisation des projets suivants :

1/ une modification de l'offre de stationnement sur les allées Jean Jaurès, avec création par le DELEGATAIRE d'une nouvelle offre de stationnement, et corrélativement, la suppression par la COLLECTIVITE d'emplacements de surface sur le haut des allées Jean Jaurès afin de permettre au parc de stationnement Marengo et à la nouvelle offre de stationnement des allées Jean Jaurès de devenir des parcs privilégiés de la gare Matabiau et plus globalement du Pôle d'Echange Multimodal ;

2/ la réalisation de l'Opération d'Intérêt National « Toulouse EuroSudOuest » (TESO), avec notamment la mise en service de la ligne LGV Paris/Bordeaux/Toulouse, et la réalisation d'un nouveau quartier mixant quartier d'affaires (400 000 à 500 000 m²) et logements (5.000 à 10.000)

3/ une réhabilitation du Marché Victor Hugo, accompagnée d'un aménagement de l'espace public autour de cet ouvrage en accroissant l'espace offert aux piétons et en réduisant l'espace offert aux voitures aux abords immédiats de la place Victor Hugo.

En cas d'abandon de la ligne LGV Paris/Bordeaux/Toulouse et en cas d'évolution ayant une incidence défavorable significative sur les projets susvisés (TESO, les allées Jean Jaurès et le Marché Victor Hugo), les Parties se concerteront et procéderont dans les meilleurs délais au réexamen prévu à l'Article 37, en vue de trouver un accord sur les modifications à apporter au présent contrat et sur les mesures nécessaires afin d'en rétablir l'équilibre économique initial.

32.1 – Pour le nouveau parc à construire et les parcs de stationnement existants Jean Jaurès, Saint-Etienne, Carmes, Victor Hugo et Marengo

La rémunération du DELEGATAIRE est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service. Le DELEGATAIRE est autorisé à percevoir auprès des usagers les recettes calculées sur la base des tarifs arrêtés par délibération du conseil de métropole, ainsi que les recettes des activités annexes.

La rémunération est ainsi constituée par les ressources que procurent l'exploitation des parcs de stationnement et les prestations annexes envisagées (par exemple les emplacements publicitaires). Celles-ci sont répertoriées au sein du compte d'exploitation prévisionnel joint en Annexe n°3 du présent Contrat.

Dans ce cadre, le DELEGATAIRE assure la gestion et l'exploitation du service sans participation financière allouée par la COLLECTIVITE.

32.2 – Pour les parcs publics de la ZAC de la Cartoucherie

Les modalités de rémunération définies à l'Article 32.1 ne sont pas applicables pour les parcs publics de la Cartoucherie. Ainsi, le fonctionnement de la régie intéressée impose au DELEGATAIRE un encaissement des recettes et une reddition des comptes avec pièces justificatives à l'appui.

Le DELEGATAIRE est alors régisseur de recettes et désigne à cet effet un de ses agents, nommément agréé en cette qualité. A ce titre, il collecte les recettes d'exploitation du parc de stationnement, sommes versées par les usagers et recettes éventuelles des emplacements à caractère commercial et publicitaire. Les recettes et les dépenses afférentes à ce mode d'exploitation étant considérées comme des deniers publics, le DELEGATAIRE s'engage à procéder à l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds auprès du Trésor Public.

Il reverse les recettes mensuelles à la COLLECTIVITE avant le 15 du mois suivant par virement sur le compte du Receveur des Finances de Toulouse-Municipale ouvert à la Banque de France.

Chaque mois, une reddition des comptes a lieu entre la COLLECTIVITE et le DELEGATAIRE. Cette reddition retrace le montant total des sommes perçues par l'utilisateur et reversées à la COLLECTIVITE, des charges exposées et la rémunération au titre du mois écoulé.

Il est mis à la disposition du DELEGATAIRE un fonds de caisse permanent en numéraire, d'un montant minimum de 1 200 €, afin d'assurer le bon fonctionnement des caisses automatiques de paiement dans le rendu de monnaie aux usagers du parc. Il ne peut être fait de ce fonds d'autre utilisation que celle relative au règlement des droits de stationnement des usagers des parcs publics de la Cartoucherie. Le fonds de caisse devra intégralement être restitué à la COLLECTIVITE.

Dans l'hypothèse où un titre de stationnement est retrouvé par l'utilisateur après avoir acquitté le forfait appliqué en cas de perte du titre de stationnement, le DELEGATAIRE est autorisé à rembourser à l'utilisateur le trop-perçu éventuel à partir du fonds de caisse de la régie du parc de stationnement.

ARTICLE 33 – TARIFICATION AUX USAGERS

Tous les tarifs aux usagers précisés ci-dessous s'entendent TTC, au taux de TVA en vigueur de 20% à la date de signature du contrat.

33.1 - Parcs de stationnement de l'hypercentre:

Les parcs de stationnement concernés sont : Parc à construire, Jean Jaurès existant, Saint-Etienne, Victor Hugo et Carmes.

33.1.1 Tarifs au ¼ d'heure:

- de 0 minutes à 45 minutes : **70 centimes d'euros par ¼ d'heure ;**

- de 45 minutes à 2h00 : **60 centimes d'euros par ¼ d'heure** ;
- de 2h00 à 10h45 : **50 centimes d'euros par ¼ d'heure** ;
- de 10h45 à 12h45 : **40 centimes d'euros par ¼ d'heure** ;
- de 12h45 à 24h00 : **forfait journalier de 26,00 euros.**

Ces tarifs évolueront annuellement selon les conditions précisées à l'Article 34.1 du présent Contrat.

33.1.2 Abonnements :

Le niveau maximum des tarifs d'abonnements mensuels pour les différents parcs sont les suivants :

- Abonnement mensuel 24h/24h pour tous les parcs de stationnement de l'hypercentre :
 - 148 euros (date de valeur janvier 2015)
- Abonnement mensuel nuit et week-end :
 - Jean Jaurès : 48 euros (date de valeur janvier 2015)
 - Saint-Etienne : 65.50 euros (date de valeur janvier 2015)
 - Carmes : 74 euros (date de valeur janvier 2015)
 - Victor Hugo : 62.50 euros (date de valeur janvier 2015)
- Formules hôtelières :
 - Pass hôtel de 18h à 9h le lendemain : 11 euros
 - Forfait congrès :
 - 1 jour : 13 euros
 - 2 jours : 26 euros
 - 3 jours : 39 euros

Le DELEGATAIRE pourra faire varier annuellement les tarifs dans les conditions fixées à l'Article 34.2 du présent Contrat.

- Abonnement résidant voiture :
 - Jean Jaurès et Victor Hugo : 75 euros (date de valeur janvier 2013)
- Abonnement résidant moto :
 - Jean Jaurès et Victor Hugo : 30 euros (date de valeur janvier 2013)

Ces tarifs évolueront annuellement selon les conditions précisées à l'Article 34.3 du présent Contrat.

Les conditions d'application du dispositif résidant sont détaillées au sein de l'Annexe n° 6 du présent Contrat.

33.1.3 Tarif de nuit :

Le tarif « spectacle » est de 5 euros, date de valeur janvier 2015, pour tout usager qui entre dans un des parcs de stationnement mentionnés ci-dessus, entre 19h30 et 22h et qui en ressort avant 3h le lendemain. Si la durée de stationnement d'un automobiliste qui entre dans le parc dans les conditions susvisées est inférieure à une durée qui aboutit à un ticket de moins de 5 euros, le tarif de nuit n'est pas applicable dans la mesure où il serait désavantageux pour l'usager.

Le DELEGATAIRE pourra faire varier annuellement les tarifs dans les conditions fixées à l'Article 34.4 du présent Contrat.

33.2 - Parc de stationnement Marengo

33.2.1 Tarifs au ¼ d'heure :

- de 0 minutes à 30 minutes : **50 centimes d'euros par ¼ d'heure** ;
- de 30 minutes à 2h00 : **60 centimes d'euros par ¼ d'heure** ;
- de 2h00 à 6h00 : **50 centimes d'euros par ¼ d'heure** ;
- de 6h00 à 10h00 : **20 centimes d'euros par ¼ d'heure** ;
- de 10h00 à 24h00 : **forfait journalier de 15,80 euros.**

Ces tarifs évolueront annuellement selon les conditions précisées à l'Article 34.1 du présent Contrat.

33.2.2 Abonnements et forfaits :

Le niveau maximum des tarifs d'abonnements mensuels pour les différents parcs sont les suivants :

- Abonnement mensuel 24h / 24h :
 - 85,90 euros
- Abonnement mensuel nuit et week-end :
 - 36,80 euros
- Abonnement mensuel bureau 8h / 18h :
 - 50,30 euros
- Forfaits :
 - 2 jours : 22,20 euros
 - 3 jours : 32,30 euros
 - 4 jours : 42,40 euros
 - 5 jours : 52,50 euros
 - 6 jours : 62,60 euros
 - 7 jours : 72,70 euros
 - 8 jours : 82,80 euros
 - 15 jours : 104,00 euros

Le DELEGATAIRE pourra faire varier annuellement ces tarifs dans les conditions fixées à l'Article 34.2 du présent Contrat.

33.3 - Parcs publics P1 et P2 de la Cartoucherie

33.3.1 Tarifs au ¼ d'heure :

- de 0 minutes à 30 minutes : **gratuité** ;
- de 30 minutes à 1h00 : **60 centimes d'euros par ¼ d'heure** ;

- de 1h00 à 2h00 : **30 centimes d'euros par ¼ d'heure** ;
- de 2h00 à 12h00 : **20 centimes d'euros par ¼ d'heure** ;
- de 12h00 à 24h00 : **forfait journalier de 10,40 euros.**

La variation des tarifs relève de la COLLECTIVITE qui en informera le DELEGATAIRE 1 mois avant la prise d'effet des nouveaux tarifs.

33.3.2 Abonnements et amodiations :

- Abonnement mensuel logement locatif social et accession sociale :
- 25 euros
- Abonnement mensuel logement privé :
- 60 euros
- Abonnement mensuel non résidant de la ZAC :
- 80 euros
- Abonnement mensuel tertiaire et commerce :
- 80 euros
- Amodiations logements sur une durée de 10 ans, avec 4 200 euros TTC payables à la souscription :
- 25 euros /mois de loyer résiduel
- Amodiations tertiaire – commerce sur une durée de 30 ans, avec 8 400 euros TTC payables à la souscription :
- 47 euros /mois de loyer résiduel

La variation des tarifs relève de la COLLECTIVITE qui en informera le DELEGATAIRE 1 mois avant la prise d'effet des nouveaux tarifs.

La COLLECTIVITE souhaite définir les modalités de délivrance des différents abonnements et des amodiations. Une annexe sera jointe ultérieurement.

ARTICLE 34 – INDEXATION

Le DELEGATAIRE pourra faire varier les tarifs prévus ci-dessus (hors parcs publics de la Cartoucherie) selon les modalités suivantes, au 1^{er} janvier de chaque année et après les avoir portés à la connaissance de la COLLECTIVITE au moins un mois avant leur application :

34.1 – Pour la tarification au ¼ d'heure :

Il est précisé que ces tarifs sont fixés en valeur janvier 2016 et resteront fixes jusqu'au 31 décembre 2016. A compter du 1^{er} janvier 2017, cette grille des tarifs évoluera chaque année, et selon la formule suivante :

$$K = 0,10 + 0,90 \left(0,60 \frac{SHBO}{SHBO_0} + 0,15 \frac{EGVAC}{EGVAC_0} + 0,25 \frac{PIFF}{PIFF_0} \right)$$

Où :

SHBO₀ est la dernière valeur publiée au 1^{er} janvier 2016 de l'indice de salaire horaire de base des ouvriers, ensemble de secteurs non agricole, base 100 en décembre 2008 (publié par le site du ministère du travail – DARES),

EGVAC₀ est la dernière valeur publiée au 1^{er} janvier 2016 de l'indice électricité, gaz, vapeur et air conditionné, base 100 en 2010 (publié par l'INSEE, FMOAD00000 identifiant 001652125),

PIFF₀ est la dernière valeur publiée au 1^{er} janvier 2016 de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Ensemble de l'industrie – Base 100 en 2010 (publié par l'INSEE, FM0ABE00000 identifiant 001652106),

SHBO, EGVAC et PIFF sont les dernières valeurs publiées des indices précédemment définis au moment de l'établissement du calcul du coefficient K (soit au mois de décembre de chaque année N).

Pour la tarification finale appliquée aux usagers, les tarifs révisés ainsi obtenus seront arrondis cumulativement (somme des pas tarifaires révisés arrondis à la deuxième décimale) au dixième d'euro le plus proche.

A titre d'exemple, si après indexation le tarif de 0,70 centimes d'euros par quart d'heure applicable aux pas de 0 à 45 minutes pour les parcs de la zone hypercentre est porté à 0,72 centimes d'euros alors :

- Pour une durée de stationnement comprise entre 0 et 15 minutes dans les parcs de l'hypercentre, le tarif indexé pour cette durée de stationnement s'élève à 0,72 €, donc le tarif applicable aux usagers sera de 0,70 €.
- Pour une durée de stationnement comprise entre 15 et 30 minutes dans les parcs de l'hypercentre, le tarif indexé pour cette durée de stationnement s'élève à 1,44 €, donc le tarif applicable aux usagers sera de 1,40 €.
- Pour une durée de stationnement comprise entre 30 et 45 minutes dans les parcs de l'hypercentre, le tarif indexé pour cette durée de stationnement s'élève à 2,16 €, donc le tarif applicable aux usagers sera de 2,20 €.
- Pour une durée de stationnement comprise entre 45 et 60 minutes dans les parcs de l'hypercentre, le tarif indexé pour cette durée de stationnement s'élève à 2,78 €, donc le tarif applicable aux usagers sera de 2,80 €.

Et ainsi de suite pour l'ensemble des durées de stationnement de la grille.

34.2 – Pour la tarification abonnements :

Il est précisé que ces tarifs sont fixés en valeur janvier 2015. Le DELEGATAIRE pourra faire évoluer chaque année les tarifs selon la formule suivante :

$$K = 0,10+0,90 \left(0,60 \frac{SHBO}{SHBO_0} + 0,15 \frac{EGVAC}{EGVAC_0} + 0,25 \frac{PIFF}{PIFF_0} \right)$$

Où :

SHBO₀ est la dernière valeur publiée au 1^{er} janvier 2015 de l'indice de salaire horaire de base des ouvriers, ensemble de secteurs non agricole, base 100 en décembre 2008 (publié par le site du ministère du travail – DARES),

EGVAC₀ est la dernière valeur publiée au 1^{er} janvier 2015 de l'indice électricité, gaz, vapeur et air conditionné, base 100 en 2010 (publié par l'INSEE, FMOAD00000 identifiant 001652125),

PIFF₀ est la dernière valeur publiée au 1^{er} janvier 2015 de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Ensemble de l'industrie – Base 100 en 2010 (publié par l'INSEE, FM0ABE0000 identifiant 001652106),

SHBO, EGVAC et PIFF sont les dernières valeurs publiées des indices précédemment définis au moment de l'établissement du calcul du coefficient K (soit au mois de décembre de chaque année N).

Ces tarifs seront arrondis au dixième d'euros le plus proche.

34.3 – Pour la tarification abonnement résident (voiture et moto) :

Il est précisé que ces tarifs sont fixés en valeur janvier 2013. Le DELEGATAIRE pourra faire évoluer chaque année les tarifs selon la formule suivante :

$$K = 0,20+0,80 \left(0,60 \frac{SHBO}{SHBO_0} + 0,15 \frac{EGVAC}{EGVAC_0} + 0,25 \frac{PIFF}{PIFF_0} \right)$$

Où :

SHBO₀ est la dernière valeur publiée au 1^{er} janvier 2013 de l'indice de salaire horaire de base des ouvriers, ensemble de secteurs non agricole, base 100 en décembre 2008 (publié par le site du ministère du travail – DARES)

EGVAC₀ est la dernière valeur publiée au 1^{er} janvier 2013 de l'indice électricité, gaz, vapeur et air conditionné, base 100 en 2005 (D00000)

PIFF₀ est la dernière valeur publiée au 1^{er} janvier 2013 de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Ensemble de l'industrie – Référence 100 en 2005 (FM0ABE0000)

SHBO, EGVAC, PIFF sont les dernières valeurs publiées des indices précédemment définies au moment de l'établissement du calcul du coefficient K (soit au mois de décembre de chaque année N)

Le tarif révisé de l'abonnement résidant voiture et moto sera arrondi à l'euro le plus proche.

34.4 – Pour la tarification « spectacle » :

Cette nouvelle tarification pourra évoluer chaque année, et pour la première fois le 1^{er} janvier 2016, selon la formule suivante :

$$K = 0,10 + 0,90 \left(0,60 \frac{SHBO}{SHBO_0} + 0,15 \frac{EGVAC}{EGVAC_0} + 0,25 \frac{PIFF}{PIFF_0} \right)$$

Où :

SHBO₀ est la dernière valeur publiée au 1^{er} janvier 2015 de l'indice de salaire horaire de base des ouvriers, ensemble de secteurs non agricole, base 100 en décembre 2008 (publié par le site du ministère du travail – DARES),

EGVAC₀ est la dernière valeur publiée au 1^{er} janvier 2015 de l'indice électricité, gaz, vapeur et air conditionné, base 100 en 2010 (publié par l'INSEE, FMOAD00000 identifiant 001652125),

PIFF₀ est la dernière valeur publiée au 1^{er} janvier 2015 de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Ensemble de l'industrie – Base 100 en 2010 (publié par l'INSEE, FM0ABE00000 identifiant 001652106),

SHBO, EGVAC et PIFF sont les dernières valeurs publiées des indices précédemment définis au moment de l'établissement du calcul du coefficient K (soit au mois de décembre de chaque année N).

Le tarif spectacle révisé ainsi obtenu sera arrondi au dixième d'euro le plus proche.

ARTICLE 35 - REGIME DES REDEVANCES APPLICABLE AUX PARCS DE STATIONNEMENT JEAN JAURES (Y COMPRIS NOUVEAU PARC DE STATIONNEMENT), SAINT-ETIENNE, CARMES, VICTOR HUGO et MARENGO

La COLLECTIVITE instaure un système de redevances qui est lié à l'occupation du domaine public. A ce titre, deux formes de perception sont prévues :

35.1 - Redevance initiale

En contrepartie du droit d'occupation des ouvrages délégués, le DELEGATAIRE versera à la COLLECTIVITE une redevance capitalisée d'un montant de seize millions d'euros hors taxes (16 000 000 € HT) .

Cette somme sera versée selon les modalités suivantes :

- 1/3 au plus tard dans les 30 jours suivant la date de notification du contrat ;
- 1/3 à la date de mise en délégation du parc Jean Jaurès actuel, soit le 8 mai 2018 ;
- 1/3 à la date de mise en délégation du parc Saint-Etienne, soit le 16 octobre 2019.

La redevance capitalisée est forfaitaire, ferme, non actualisable et non révisable.

Cette redevance capitalisée sera immobilisée sur les cinq parcs existants visés à l'Article 3.2 au prorata de la contribution financière de chacun des parcs à l'économie du contrat, conformément à la décomposition par parc établie dans les CEP, et amortie sur une durée de 20 ans à compter de la prise de possession de chaque parc.

Chaque versement devra être précédé de l'émission d'un titre de recettes.

35.2 - Redevances annuelles

En contrepartie de l'occupation du domaine public une redevance annuelle est également mise en place.

Elle sera déterminée en fonction du % de chiffre d'affaires hors TVA réalisé par le DELEGATAIRE par parc et établie selon le barème suivant : 40 % du chiffre d'affaires HT.

Le chiffre d'affaires représente, pour une année déterminée, le chiffre d'affaires annuel hors TVA réalisé par le DELEGATAIRE issu de l'exploitation des parcs de stationnement sous quelque forme que ce soit (horaires, abonnés, amodiataires) ainsi que celui correspondant aux redevances perçues par le DELEGATAIRE au titre des sous-occupations, domiciliations ainsi qu'au titre des activités accessoires autorisées (services à la mobilité, réservation en ligne, emplacements publicitaires,...) dans les parcs de stationnement.

Le montant de la redevance annuelle sera versé à la COLLECTIVITE au 1^{er} juillet pour l'exercice de l'année précédente après réception par le DELEGATAIRE du titre de recettes correspondant.

Dans le cadre du projet ferroviaire de Ligne à Grande Vitesse (LGV), cette redevance variable ne sera pas appliquée pour le nouveau parc de stationnement à construire situé sur le haut des allées Jean Jaurès ainsi que pour le parc de stationnement Marengo tant que la LGV ne sera pas mise en service.

Dès la mise en service de la LGV, la perception de cette redevance par la COLLECTIVITE sur ces deux parcs deviendra effective et son montant sera calculé en fonction du chiffre d'affaires réalisé à compter de la mise en service de la LGV.

35.3 - Redevance de contrôle

Le DELEGATAIRE est tenu de verser chaque année à la COLLECTIVITE une redevance destinée à contribuer à la couverture des frais de contrôle de la Concession.

Cette somme nette de toute taxe est versée pour l'année n avant le 30 juin de l'année n+1, le cas échéant prorata temporis, après réception par le DELEGATAIRE du titre de recettes correspondant.

La COLLECTIVITE fait supporter au DELEGATAIRE une redevance au titre des missions de contrôle qu'elle exerce sur les conditions d'exploitation des parcs de stationnement. Le contrôle peut être exercé soit directement par les agents de la COLLECTIVITE, soit par un organisme extérieur qui agit pour le compte de la COLLECTIVITE.

La redevance de contrôle annuelle est fixée à 60 000 €. Son montant évolue selon les mêmes conditions que les tarifs et selon la formule indiquée à l'Article 34.1 du présent Contrat.

ARTICLE 36 – REMUNERATION DU DELEGATAIRE DANS LE CADRE DE LA REGIE INTERESSEE DES PARCS PUBLICS DE LA ZAC DE LA CARTOUCHERIE

Le DELEGATAIRE se voit attribuer, d'une part, une rémunération forfaitaire annuelle indexée et, d'autre part, un intéressement annuel assis sur les recettes du parc de stationnement. En fonction des différentes hypothèses d'exploitation qui se présentent, le système de rémunération retenu sera modifié.

Il est précisé que les seuils d'intéressement prévus ci-après pour chacun des parcs P1, P2 et P3 seront le cas échéant, calculés prorata temporis en cas d'année incomplète.

36.1 – Hypothèse 1 : exploitation du parking P1 seul

- Rémunération forfaitaire

Cette rémunération forfaitaire annuelle est fixée à [320 000 € HT – valeur juin 2015] et indexée annuellement tel qu'il est précisé ci-dessous. Le DELEGATAIRE adressera à la COLLECTIVITE une facture payable mensuellement en T.T.C. sur la base de 1/12^{ème} du montant fixé ci-dessus, au prorata temporis du premier mois et du dernier mois de la délégation.

- Intéressement aux recettes

Dans le but d'inciter le DELEGATAIRE à augmenter la fréquentation des parcs de stationnement, la COLLECTIVITE versera au DELEGATAIRE un intéressement annuel assis sur le chiffre d'affaires du ou des parcs de stationnement, hors versement initial des promoteurs dans le cadre de la conclusion des amodiations.

Le montant de cet intéressement s'établit comme suit :

20% au-delà de 200 000 € de chiffre d'affaires réalisé tel que défini ci-dessus

$$I_n = 20\% [C_{An} - 200\,000 \times K]$$

Où :

I_n est l'intéressement dû au titre de l'année n

C_{An} est le chiffre d'affaires hors taxes réalisé sur l'année n, à l'exclusion des versements initiaux liés à la souscription d'amodiations logements ou tertiaires ; seule la part de loyer

résiduel dans le cadre d'amodiations est comprise dans les recettes éligibles à l'intéressement.

K est le coefficient d'indexation indiqué à l'Article 34.1 du présent Contrat.

Le chiffre d'affaires est constitué par les recettes effectivement reversées mensuellement à la COLLECTIVITE par le DELEGATAIRE dont la dénomination dans les comptes rendus est la suivante « remises bancaires ». Le DELEGATAIRE adressera à la COLLECTIVITE une facture au mois de mars de l'année N+1 payable annuellement en T.T.C. selon les paliers indiqués ci-dessus, excepté pour la dernière année d'exploitation où le règlement s'effectuera trois (3) Mois après la clôture des comptes.

36.2 – Hypothèse 2 : exploitation des parkings P1 et P2

- Rémunération forfaitaire

Cette rémunération forfaitaire annuelle est fixée à [475 000 € HT – valeur juin 2015] pour l'ensemble des deux parcs, soit [320 000 € HT – valeur juin 2015] au titre de P1 et [155 000 € HT – valeur juin 2015] au titre de P2 et indexée annuellement tel qu'il est précisé ci-dessous. Le DELEGATAIRE adressera à la COLLECTIVITE une facture payable mensuellement en T.T.C. sur la base de 1/12^{ème} du montant fixé ci-dessus, au prorata temporis du premier mois et du dernier mois de la délégation.

- Intéressement aux recettes

Dans le but d'inciter le DELEGATAIRE à augmenter la fréquentation des parcs de stationnement, la COLLECTIVITE versera au DELEGATAIRE un intéressement annuel assis sur le chiffre d'affaires du ou des parcs de stationnement, hors versement initial des promoteurs dans le cadre de la conclusion des amodiations.

Le montant de cet intéressement s'établit comme suit :

20% au-delà de 400 000 € de chiffre d'affaires réalisé tel que défini ci-dessus

$$I_n = 20\% [CAn - 400\ 000 \times K]$$

Où :

I_n est l'intéressement dû au titre de l'année n

CAn est le chiffre d'affaires hors taxes réalisé sur l'année n, à l'exclusion des versements initiaux liés à la souscription d'amodiations logements ou tertiaires ; seule la part de loyer résiduel dans le cadre d'amodiations est comprise dans les recettes éligibles à l'intéressement.

K est le coefficient d'indexation indiqué à l'Article 34.1 du présent Contrat.

Les précisions relatives à la rémunération variable et précisées à l'Article 36.1 ci-dessus valent pour cette hypothèse.

36.3 – Hypothèse 3 : exploitation des parkings P1, P2 et P3

- Rémunération forfaitaire

Cette rémunération forfaitaire annuelle est fixée à [650 000 € HT – valeur juin 2015] pour l'ensemble des trois parcs, soit [320 000 € HT –valeur juin 2015] au titre de P1, [155 000 € HT – valeur juin 2015] au titre de P2, et [175 000 € HT – valeur juin 2015] au titre de P3 et indexée annuellement tel qu'il est précisé ci-dessous. Le DELEGATAIRE adressera à la COLLECTIVITE une facture payable mensuellement en T.T.C. sur la base de 1/12^{ème} du montant fixé ci-dessus, au prorata temporis du premier mois et du dernier mois de la délégation.

- Intéressement aux recettes

Dans le but d'inciter le DELEGATAIRE à augmenter la fréquentation des parcs de stationnement, la COLLECTIVITE versera au DELEGATAIRE un intéressement annuel assis sur le chiffre d'affaires du ou des parcs de stationnement, hors versement initial des promoteurs dans le cadre de la conclusion des amodiations.

Le montant de cet intéressement s'établit comme suit :

20% au-delà de 600 000 € de chiffre d'affaires réalisé tel que défini ci-dessus

$In=20\% [CAn - 600\ 000 \times K]$

Où :

In est l'intéressement dû au titre de l'année n

CAn est le chiffre d'affaires hors taxes réalisé sur l'année n à l'exclusion des versements initiaux liés à la souscription d'amodiations logements ou tertiaires ; seule la part de loyer résiduel dans le cadre d'amodiations est comprise dans les recettes éligibles à l'intéressement.

K est le coefficient d'indexation indiqué à l'Article 34.1 du présent Contrat.

Les précisions relatives à la rémunération variable et précisées à l'Article 36.1 ci-dessus valent pour cette hypothèse.

36.4 – Indexation

Les Parties conviennent de faire varier au 1^{er} janvier de chaque année, le montant de la rémunération forfaitaire du DELEGATAIRE telle qu'elle est définie aux Articles 36.1. à 36.3. ci-dessus, par l'application d'un coefficient de révision k défini à l'Article 34.1 ci-dessus pour la révision des tarifs de stationnement.

36.5 – Comptabilité

Le DELEGATAIRE fournit à la COLLECTIVITE, dans les trois (3) Mois suivant la clôture de l'exercice, les écritures comptables de l'exploitation du service et celles relatives aux régularisations comptables et fiscales qui lui incombent.

ARTICLE 37 – REVISION DES CONDITIONS FINANCIERES

A la demande de l'une des Parties, les conditions du présent Contrat sont soumises à réexamen sur production par celles-ci des justifications nécessaires au moins tous les cinq ans à compter de la notification du Contrat, ou dès l'identification de l'un des cas suivants :

- Non respect des calendriers prévisionnels de réalisation des travaux joints en Annexes n°7, 8, 9 et 10, entraînant une indexation du coût de l'ouvrage ayant une incidence sur l'équilibre financier du présent Contrat ;
- Modification substantielle des caractéristiques du service public délégué à la demande de l'une des Parties ;
- Hausse significative des impôts, taxes et redevances liés à l'exploitation du service délégué et du bâti ;
- Evènements extérieurs tels que les changements de réglementation notamment fiscale, technique ou sociale qui pourraient avoir des répercussions substantielles sur l'équilibre financier de la délégation ;
- En cas de travaux supplémentaires non prévus par le Contrat et demandés par la COLLECTIVITE ou de modifications du programme des travaux demandées par la COLLECTIVITE ;
- En cas de dépassement du seuil d'aléa visé à l'Article 16.1. ;
- En cas d'évolution ayant une incidence défavorable significative des trois projets décrits à l'Article 32 du présent Contrat, notamment d'abandon de la ligne LGV Paris/Bordeaux/Toulouse ;
- Si la COLLECTIVITE décide pour des questions de politique de stationnement de faire évoluer les tarifs d'une façon différente de celle prévue à l'Article 34 ;
- En cas de mise aux normes et/ou de mise en conformité s'élevant à plus de 500 000 € par tranche de 5 ans pour l'ensemble des parcs délégués (hors Cartoucherie) (de 0 à 5 ans, de 6 à 10 ans, de 11 à 15 ans, de 16 à 20 ans pour les parcs de stationnement Victor Hugo, Carmes, Jean Jaurès existant, Saint-Etienne et Marengo ; de 21 à 25 ans, de 26 à 30 ans et de 31 à 35 ans pour le nouveau parking situé sur le haut des allées Jean Jaurès) ;
- En cas de décisions prises par la COLLECTIVITE en matière de politique du stationnement ou de circulation qui bouleverseraient les conditions d'exploitation des parcs de stationnement intégrés dans le périmètre de la délégation.

Tant que la fréquentation horaire totale cumulée sur une année n des parkings Victor Hugo, Carmes, Jean Jaurès existant et futur et Saint-Etienne n'est pas inférieure à 92% de la fréquentation horaire totale cumulée de l'année 2014 de ces mêmes parkings, le délégataire ne peut invoquer l'insuffisance de résultat pour demander la signature d'un avenant. Il est précisé que ce dernier cas n'est pas de nature à faire obstacle à un réexamen justifié par la survenance d'un des autres cas de révision des conditions financières visés ci-avant.

ARTICLE 38 – PROCEDURE DE REVISION

Si, dans les trois (3) Mois à compter de la date de la demande de révision présentée par l'une des Parties, un accord n'est pas intervenu, il sera fait application de l'Article 60 (Règlement des litiges).

ARTICLE 39 – IMPOTS ET TAXES

Tous les impôts ou taxes établis par l'État et les différentes collectivités territoriales, y compris les impôts relatifs aux immeubles du service public exploité, seront à la charge du DELEGATAIRE, à l'exception des taxes foncières pour les parcs publics de la Cartoucherie, qui resteront à la charge de la COLLECTIVITE.

Dans la mesure où certains de ces impôts ou taxes seraient établis au nom de la COLLECTIVITE, notamment l'impôt foncier, le DELEGATAIRE s'engage à reverser annuellement l'intégralité des sommes qu'elle aurait acquittées, sur présentation d'un titre de recettes correspondant.

Le DELEGATAIRE est un assujetti total à la TVA qui ne réalise que des opérations taxées. Toute évolution ultérieure de ce statut relève de sa responsabilité et n'est pas opposable à la COLLECTIVITE.

Les redevances prévues aux Articles 35.1 et 35.2 du présent Contrat sont soumises à la TVA conformément à l'Article 16 de la loi de finances rectificatives pour 2010 du 9 mars 2010 et à l'instruction fiscale publiée au BOI-TVA-CHAMP-10-20-10-10-20150204.

Si un autre flux financier mis en place entre les parties, tel que les frais de contrôle, devient assujetti à la TVA au cours du Contrat, les montants exprimés dans le présent Contrat seront réputés hors taxes.

La redevance de contrôle prévue à l'Article 35.3 n'est pas soumise à TVA.

CHAPITRE V – CONTROLE, REVISION DU CONTRAT

ARTICLE 40 – MODALITES DE CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

Pendant la durée du contrat, la COLLECTIVITE exerce un contrôle des conditions d'exploitation du service et peut faire procéder à un audit financier ou de gestion de la délégation.

La COLLECTIVITE conserve le contrôle du service public et peut obtenir du DELEGATAIRE tous les renseignements et justificatifs nécessaires à ses droits et obligations.

Le DELEGATAIRE est tenu de signaler tout incident grave dont il aurait connaissance, relatif à l'exercice de sa mission, afin que des solutions soient apportées par la COLLECTIVITE ou le DELEGATAIRE.

La COLLECTIVITE contrôle les renseignements donnés dans les comptes-rendus annuels visés ci-dessous. A cet effet, ses agents accrédités ainsi que toute personne mandatée à cet effet par la COLLECTIVITE peuvent se faire présenter toutes pièces de comptabilité pour s'assurer que les installations sont exploitées dans les conditions prévues et que les intérêts contractuels de la COLLECTIVITE sont sauvegardés.

ARTICLE 41 – RAPPORT ANNUEL

Conformément aux dispositions de l'Article L. 1411-3 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le DELEGATAIRE sera tenu de remettre chaque année à la COLLECTIVITE avant le 1^{er} juin un rapport annuel en versions papier et informatique comportant un compte-rendu technique et un compte-rendu financier.

Le contenu de ces comptes rendus doit respecter a minima les dispositions des Articles R. 1411-7 et R. 1411-8 du CGCT issus du décret n°2005-236 du 14 mars 2005 et celles relatives à l'Article 42 du présent Contrat.

La non-production du compte rendu constitue une faute contractuelle qui pourra être sanctionnée par une pénalité fixée à l'Article 46.3 du Contrat.

Sur demande de la COLLECTIVITE, le DELEGATAIRE sera tenu de participer à la réunion annuelle de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et de produire tous les documents nécessaires.

ARTICLE 42 – CONTENU DES COMPTES- RENDUS

Le rapport s'articule sur la base d'un compte rendu technique et d'un compte rendu financier.

Au titre du compte-rendu technique, le DELEGATAIRE fournit notamment pour l'exercice écoulé les indications suivantes :

- les modifications intervenues dans la vie de la société délégataire ;
- l'évolution générale des différents ouvrages, installations et matériels exploités ;
- un bilan de l'utilisation des prestations spécifiques rendues aux usagers ;
- les statistiques sur le taux de fréquentation du parking, la nature des usagers ;
- les effectifs du service délégué et leur part d'affectation (temps plein, temps partiel...) ;
- les travaux réalisés ;
- les données qualitatives relatives au respect de la réglementation (sécurité, hygiène) et à la qualité du service.

Au titre de la constitution d'un compte-rendu financier, le DELEGATAIRE respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'exercice en cours et l'exercice précédent.

Ce compte-rendu devra comprendre les éléments suivants :

- en dépenses, à l'appui du compte rendu technique visé ci-avant, le détail des dépenses et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur, ventilées par comptes, selon les dispositions du plan comptable et complétées par les modalités de calcul des frais indirects ;
- en recettes, une notice explicative des écarts entre le réalisé et le prévisionnel ;
- les inventaires comptables des biens de retour, des biens de reprise et des biens propres, actualisés chaque année ;
- le détail et le justificatif des redevances versées à la COLLECTIVITE ;
- la méthode de calcul des frais administratifs, refacturations et sous-traitances internes imputés au compte annuel de résultat d'exploitation de la concession ;
- les comptes sociaux de la société dédiée : bilan détaillé, compte de résultat détaillé ;
- la composition de l'actionnariat de la société dédiée et de la société mère.

En ce qui concerne les clauses d'insertion sociale, le compte-rendu comporte a minima les éléments suivants :

- présentation des modalités de mise en œuvre de l'insertion (nature des prestations et activités concernées, actions d'accompagnement et de formation conduites) ;
- nombre de personnes embauchées dans le cadre de l'action insertion au cours de l'année ;
- type et durée des contrats ainsi que les postes occupés ;
- nombre d'heures de travail effectuées par les personnes embauchées dans le cadre de l'action insertion.

ARTICLE 43 - COMPTE DE GROS ENTRETIEN ET RENOUELEMENT

En même temps que le rapport annuel, le DELEGATAIRE produira un état spécifique, relatif à la gestion du compte extra comptable de gros entretien et renouvellement indiquant pour chaque parc :

- En recettes, les dotations forfaitaires annuelles de montants tels que définis à l'Annexe n°11 du présent Contrat ;
- En dépenses, le détail des dépenses hors TVA éligibles au titre des travaux de GER tels que définies à l'Article 19 ;
- Le solde annuel et le solde cumulé de ce compte depuis le début de la Concession.

Les dépenses devront être justifiées par une copie des factures, soit jointes au rapport annuel, soit présentées lors d'un contrôle réalisé au titre de l'Article 40. En l'absence de ces justificatifs, elles ne seront pas retenues dans le compte de gros entretien et renouvellement

Sauf application de l'Article 52 du Contrat, à l'issue de la Concession, le solde cumulé du compte de gros entretien et renouvellement sera réparti entre la COLLECTIVITE et le DELEGATAIRE suivant les modalités suivantes :

- Si le solde est positif, il est intégralement reversé à la COLLECTIVITE ;
- Si le solde est négatif, il restera intégralement à la charge du DELEGATAIRE.

ARTICLE 44 - MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification ou révision du Contrat en tout ou partie ne peut résulter que d'un avenant.

CHAPITRE VI – GARANTIES, SANCTIONS, CONTENTIEUX

ARTICLE 45 – GARANTIE A PREMIERE DEMANDE ET GARANTIE MAISON MERE

45.1 Garantie à première demande relative à l'exécution de la délégation

Dans le délai d'un (1) Mois après la notification du présent Contrat, le DELEGATAIRE fournira une garantie à première demande délivrée par un établissement bancaire ou financier agréé de premier rang. La garantie sera d'un montant égal à 1 000 000 € d'euros.

Cette garantie, figurant en Annexe n°2, pourra être mise en jeu pour couvrir :

- Les pénalités dues à la COLLECTIVITE par le DELEGATAIRE ;
- Les dépenses faites en raison de mesures prises aux frais du DELEGATAIRE pour assurer la reprise de l'exploitation du service public par la COLLECTIVITE en cas de mise en régie provisoire, ou la remise en bon état d'entretien et le renouvellement des ouvrages et équipements en fin de Contrat en cas de non-respect par le DELEGATAIRE de ses obligations ;
- Le paiement des sommes dues à la COLLECTIVITE par le DELEGATAIRE en vertu du présent Contrat ;
- Et de manière générale, toutes conséquences financières imputables à un défaut de réalisation des obligations prévues au Contrat.

Le DELEGATAIRE s'engage irrévocablement et inconditionnellement à ce que ledit établissement de crédit paye à la COLLECTIVITE à toute première demande de celle-ci dès production par elle de la lettre de mise en demeure de régler dans un délai de 30 jours, adressée au DELEGATAIRE, les sommes relevant des dispositions ci-avant.

Sous réserve de l'application des dispositions ci-dessus, la garantie sera levée en fin de Contrat.

45.2 Garantie "maison-mère"

Le DELEGATAIRE devra également fournir une garantie "maison-mère" visant à garantir la bonne exécution des obligations confiées.

La garantie sera d'un montant égal à 10 000 000 € au cours des 5 premières années, puis il sera ramené à 5 000 000 € à compter du 1^{er} janvier 2021.

Un (1) Mois au plus tard après la notification du présent Contrat, le DELEGATAIRE produit à la COLLECTIVITE une garantie maison mère, émanant de la société Indigo Infra France

visant à garantir la bonne exécution des obligations confiées au DELEGATAIRE pendant la durée du Contrat.

La garantie maison mère, contractualisée en Annexe n°2 garantit l'apport des moyens financiers, techniques et humains nécessaires à la continuité du service public, conformément aux dispositions du Contrat.

Par cette garantie, la société Indigo Infra France garantit l'exécution des obligations du présent Contrat par la société dédiée et s'engage irrévocablement, en cas de défaillance de la société dédiée ci-dessus mentionnée dans l'exécution du Contrat de nature à entraîner notamment la déchéance du DELEGATAIRE, à garantir l'exécution du Contrat par exécution directe des obligations contractuelles ou en se substituant à la société dédiée au titre de l'exécution du présent Contrat.

En cas de non production de la garantie maison mère dans le délai d'un (1) Mois, les sanctions prévues à l'Article 46 puis la sanction prévue à l'Article 48 pourront être appliquées.

Sous réserve de l'application des dispositions ci-dessus, la garantie sera levée en fin de Contrat.

45.3 Garantie à première demande pour la réalisation des travaux

Le DELEGATAIRE constitue ou fait constituer au plus tard dans les deux mois de la notification au profit de la COLLECTIVITE une garantie à première demande pour un montant de 5 % du Montant HT des Travaux de premier établissement des 5 parcs existants, du nouveau parc à construire et de P1, soit 1 844 000 €, permettant de couvrir la bonne exécution par le DELEGATAIRE de ses obligations s'agissant des travaux.

Le DELEGATAIRE s'engage à maintenir cette garantie à son montant initial jusqu'à l'expiration d'une période d'une (1) année après la date de fin de travaux la plus tardive de ces 7 parcs visés ci-avant. Pour les parcs P2 et P3 de la Cartoucherie, une garantie indépendante sera émise d'un montant de 5% du montant HT des travaux de premier établissement relatifs à ces parcs, et les parties se rapprocheront afin de déterminer, en fonction de la mise à disposition effective des parcs, de la date d'émission de la garantie.

Cette garantie, figurant en Annexe 2, pourra être mise en jeu pour couvrir, dans le cadre de l'exécution des travaux de premier établissement :

- Les pénalités dues à la COLLECTIVITE par le DELEGATAIRE ;
- Les dépenses faites en raison de mesures prises aux frais du DELEGATAIRE pour assurer la bonne exécution des travaux en cas de non-respect par le DELEGATAIRE de ses obligations ;
- Le paiement des sommes dues à la COLLECTIVITE par le DELEGATAIRE en vertu du présent Contrat ;
- Et de manière générale, toutes conséquences financières imputables à un défaut de réalisation des obligations relatives aux travaux de premier établissement prévues au Contrat.

45.4. Garantie à première demande au titre de la remise en état normal d'entretien en fin de contrat

Afin de garantir la remise de l'ouvrage en état normal d'entretien, le DELEGATAIRE mettra en place trois ans avant l'expiration du Contrat, soit au cours de 17^{ème} année d'exploitation pour les parcs existants et de la 32^{ème} année d'exploitation pour le parc à construire, une garantie bancaire à première demande d'un montant par parc égal à 5 fois le montant de la dotation annuelle du compte GER de ce parc (annexe 11).

Cette garantie, qui figurera en Annexe n°2, sera mise en jeu pour couvrir les frais de remise en état normal d'entretien des équipements en fin de contrat dans le cadre de l'Article 50 a). Sous réserve de l'application des dispositions ci-dessus, la garantie sera levée en fin de Contrat.

ARTICLE 46 – SANCTIONS PECUNIAIRES : LES PENALITES

Faute pour le DELEGATAIRE de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent Contrat et hors cas de Force majeure, des pénalités pourront lui être infligées. Les pénalités seront prononcées au profit de la COLLECTIVITE.

Les pénalités arrêtées par la COLLECTIVITE et non acquittées par le DELEGATAIRE seront prélevées sur la garantie, conformément à l'Article 45 du présent Contrat.

Sauf dispositions contraires, les pénalités mentionnées ci-dessous sont exigibles à compter du jour suivant celui d'expiration du délai imparti au DÉLÉGATAIRE pour satisfaire aux obligations découlant de l'exécution du présent Contrat et après mise en demeure préalable envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée infructueuse pendant 15 jours.

Les pénalités sont prononcées par la COLLECTIVITE après avoir notifié son constat et invité le DELEGATAIRE à fournir ses explications, notamment l'existence d'un éventuel cas de Force majeure.

L'ensemble des pénalités qui seraient dues par le DELEGATAIRE à la COLLECTIVITE, toutes causes confondues, au titre de la réalisation des travaux de premier établissement relatif à un parc de stationnement, est plafonné à 6 % du montant HT desdits travaux relatifs à ce parc.

L'ensemble des pénalités annuelles qui seraient dues par le DELEGATAIRE à la COLLECTIVITE, toutes causes confondues, au titre de l'exploitation du service, est plafonné annuellement par exercice annuel à 7,5 % de la redevance annuelle hors taxes.

46.1 Pénalité pour retard dans la réalisation des travaux

En cas de non-respect des délais de réalisation des travaux de premier établissement relatif à un parc de stationnement, et sauf si le Délégué justifie d'une cause légitime, une pénalité d'un montant correspondant à un trois millièmes ($1 / 3\,000^{\text{ème}}$) du montant du programme des travaux relatif à ce parc par jour de retard, jusqu'à l'établissement du service normal pourra être appliquée par la COLLECTIVITE au DELEGATAIRE après mise en demeure préalable permettant au DELEGATAIRE de fournir toutes explications.

S'agissant du nouveau parc à construire, et sauf cause légitime ou exonératoire du retard, il est précisé que cette pénalité d'un montant correspondant à un trois millièmes (1/3000^{ème}) du montant du programme des travaux relatif à ce parc s'appliquera par jour de retard dans la mise en service du parc. Toutefois, la COLLECTIVITE pourra appliquer une pénalité d'un montant correspondant à un cinq millièmes (1 / 5000^{ème}) du montant du programme des travaux relatif à ce parc par jour de retard dans la libération de la surface dalle haute. La pénalité attachée à la libération de la surface dalle haute sera déduite de celle éventuellement due au titre de la mise en service du parc.

46.2 Pénalité pour non-respect de la part insertion sociale

En cas de non-respect par le DELEGATAIRE de son engagement au titre de l'insertion sociale conformément à l'Article 12, celui-ci se verra appliquer une pénalité égale à 100% de la part prévue mais non confiée à des personnes relevant de l'insertion. Cette pénalité sera calculée sur la base d'un coût horaire moyen de 25,00 € HT.

46.3 Pénalités pour non production de documents

A défaut de production d'un des documents et des informations prévus au présent Contrat dans les délais contractuels, le DELEGATAIRE peut être redevable après mise en demeure préalable d'une pénalité forfaitaire égale à 200 € HT par jour de retard et par document.

46.4 Pénalités en cas de non-respect des dispositions du Code du travail

Conformément aux dispositions de l'Article L. 8222-6 du Code du travail, des pénalités peuvent être infligées au DELEGATAIRE s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux Articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

La COLLECTIVITE sera informée, par écrit, par un agent de contrôle de l'éventuelle situation irrégulière du DELEGATAIRE au regard des formalités mentionnées aux Articles L. 8221-3 et L. 8221-5. Le DELEGATAIRE sera enjoint de faire cesser cette situation. Le DELEGATAIRE ainsi mis en demeure devra apporter à la COLLECTIVITE la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

La COLLECTIVITE transmet, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le DELEGATAIRE ou l'informe d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai de quinze (15) Jours, la COLLECTIVITE en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer les pénalités précitées ou rompre le Contrat, sans indemnité, aux frais et risques du DELEGATAIRE.

La pénalité est de quarante-cinq mille (45 000) euros. Elle est portée à soixante-quinze (75 000) euros lorsque l'irrégularité concerne l'emploi dissimulé d'un mineur soumis à l'obligation scolaire.

ARTICLE 47 – SANCTION COERCITIVE : LA MISE EN REGIE PROVISOIRE

En cas de faute grave du DELEGATAIRE, notamment si le programme des travaux est abandonné ou si les caractéristiques essentielles de l'exploitation des parcs de stationnement,

ou la sécurité publique viennent à être compromises, ou si le service n'est exécuté que partiellement, la COLLECTIVITE pourra prendre toutes les mesures nécessaires, comme la mise en régie provisoire, aux frais et risques du DELEGATAIRE.

Sauf circonstances exceptionnelles, cette mise en régie provisoire sera précédée d'une mise en demeure de prendre toute mesure provisoire nécessaire pour assurer la continuité du service et/ou prévenir tout danger. La mise en demeure précisera la nature et l'objet du ou des manquement(s) invoqué(s) ou la nature du risque ou du dommage.

Faute pour le DELEGATAIRE de pourvoir à l'entretien des ouvrages et installations du service, la COLLECTIVITE pourra faire procéder, aux frais du DELEGATAIRE, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service quarante-huit (48) heures après une mise en demeure restée sans résultat.

La COLLECTIVITE peut, à cet effet, prendre possession temporairement des locaux, matériels, approvisionnements et d'une manière générale de tout matériel nécessaire au fonctionnement du service. À cette fin, la COLLECTIVITE disposera, en outre, du personnel du DELEGATAIRE nécessaire à la gestion du service.

Le DELEGATAIRE est alors dessaisi, pour l'exécution du présent Contrat, de ses prérogatives de chef d'entreprise, la COLLECTIVITE ou la personne qu'elle aura désignée à cet effet assurant à sa place la continuité du service avec les moyens du DELEGATAIRE.

Pendant le temps de la mise en régie, le DELEGATAIRE est autorisé à suivre l'exécution des travaux ou des services sans pouvoir, en aucune manière, entraver les ordres de la COLLECTIVITE, ou faire entrave à l'accès aux installations nécessaires à l'exploitation.

La mise en régie provisoire, partielle ou totale cessera dès que le DELEGATAIRE sera en mesure d'assurer à nouveau ses obligations.

ARTICLE 48 – SANCTION RESOLUTOIRE : LA DECHEANCE

En cas de faute d'une particulière gravité, notamment si le DELEGATAIRE n'a pas réalisé les travaux prévus ou n'a pas réalisé l'exploitation du service dans les conditions fixées par le présent Contrat, ou encore en cas d'interruption totale du service, la COLLECTIVITE pourra prononcer la déchéance du DELEGATAIRE.

Cette mesure devra être précédée d'une mise en demeure restée sans effet pendant un délai de dix (10) Jours.

Les suites et conséquences de la déchéance seront mises au compte du DELEGATAIRE.

Toutefois, la COLLECTIVITE versera au DELEGATAIRE, dans un délai de neuf mois à compter de la prise d'effet de la résiliation, une indemnité égale à la valeur non amortie (valeur nette comptable) de la redevance capitalisée initiale et des investissements engagés par lui au titre des travaux et qui ne seraient pas encore amortis à la date de résiliation du contrat sous réserve de la vérification préalable de l'état technique de ces ouvrages et de la possibilité pour la COLLECTIVITE de pouvoir continuer à les affecter au service public au-delà de la déchéance du DELEGATAIRE.

Le DELEGATAIRE versera à la COLLECTIVITE, dans un délai de neuf mois à compter de la prise d'effet de la résiliation, une indemnité correspondant aux divers préjudices subis du fait de la résiliation du Contrat et notamment les coûts et dépenses dûment justifiés liés à l'arrêt des travaux, la mise en sécurité du chantier et la réalisation des travaux nécessaires à la mise en conformité avec les prescriptions du présent Contrat, avec la Réglementation et avec les règles de l'art ainsi que les coûts liés à l'attribution de nouveaux contrats.

CHAPITRE VII – FIN DE LA DELEGATION

ARTICLE 49 – CAS DE FIN DE CONTRAT

Le Contrat cesse de produire ses effets dans les conditions prévues ci-après :

- Au terme normal du présent Contrat ;
- En cas de résiliation du Contrat pour motif d'intérêt général ;
- En cas de déchéance du DELEGATAIRE ;
- En cas de résiliation juridictionnelle ou par voie de conséquence ;
- En cas de résiliation pour refus de délivrance, suspension ou retrait d'autorisation administrative ;
- En cas de dissolution, redressement judiciaire ou liquidation du DELEGATAIRE ;
- En cas de Force majeure prolongée.

ARTICLE 50 – REMISE DES INSTALLATIONS : BIENS DE RETOUR

a) À l'expiration de la Concession, pour quelque motif que ce soit, le DELEGATAIRE sera tenu de remettre à la COLLECTIVITE, en état normal d'entretien, tous les biens et équipements nécessaires à l'exploitation du service et qui font partie intégrante de la Concession, tels qu'ils figurent à l'inventaire défini à l'Annexe n°4 du Contrat, et quelle que soit leur affectation. Cette remise est faite sans indemnité sous réserve des dispositions prévues aux alinéas b) et c) ci-dessous.

Deux (2) ans avant l'expiration Contrat, les Parties arrêteront et estimeront, s'il y a lieu après expertise, les travaux à exécuter sur les ouvrages concédés qui ne seraient pas en état normal d'entretien. Le DELEGATAIRE devra exécuter les travaux correspondants avant l'expiration du Contrat. À défaut, les frais de remise en état correspondants pourront être déduits des indemnités prévues ci-dessous, ou prélevés sur la garantie à première demande, si le montant des indemnités précitées est insuffisant.

b) Les installations financées par le DELEGATAIRE nécessaires à l'exploitation du service et faisant partie intégrante de la Concession seront remises à la COLLECTIVITE moyennant, si elles ne sont pas amorties, le versement d'une indemnité calculée sur la valeur nette comptable (VNC). Cette indemnité devra être fixée préalablement au début de la réalisation des travaux, ces derniers ne pouvant être entrepris qu'avec l'accord exprès et préalable de la COLLECTIVITE. Cette indemnité sera payée dans le délai de trois (3) Mois suivant la remise. Tout retard dans le versement des sommes dues donnera lieu à intérêts de retard calculés selon le taux d'intérêt légal.

Au terme du Contrat et après réalisation des travaux visés ci-dessus, le solde du compte de gros entretien et renouvellement sera réparti selon les modalités définies à l'Article 43.

Le DELEGATAIRE s'engage à reverser à la COLLECTIVITE, dans les trente (30) Jours qui suivent l'approbation du décompte, les sommes lui revenant.

Tout retard dans le versement de cette somme produirait des intérêts au taux d'intérêt légal majoré de deux (2) points.

c) En cas de décalage des dates de début d'exploitation des parcs P2 et/ou P3 énoncées à l'Article 17.4 et reprises dans les CEP de l'Annexe n° 3 du présent Contrat, et impliquant une modification à la baisse des durées d'exploitation de ces parcs, la COLLECTIVITE s'engage à rembourser au DELEGATAIRE, au plus tard six mois après l'expiration de l'exploitation des parcs de la ZAC Cartoucherie, la valeur non amortie des investissements de premier établissement de ces parcs, étant entendu que la durée maximale d'amortissement de ces investissements par le DELEGATAIRE ne peut excéder celle prévue par les CEP en Annexe n°3.

ARTICLE 51 – REPRISE DES BIENS

À l'expiration du Contrat, pour quelque motif que ce soit, la COLLECTIVITE pourra reprendre, sans que le DELEGATAIRE ne puisse s'y opposer, contre indemnités, les biens utiles à l'exploitation, financés en tout ou partie par le DELEGATAIRE.

La COLLECTIVITE aura la faculté de racheter le mobilier et les approvisionnements correspondant à la marche normale de l'exploitation. La valeur de ces biens sera fixée à l'amiable, ou à dire d'expert, et payée au DELEGATAIRE dans les trois (3) Mois qui suivent leur reprise par la COLLECTIVITE. Ces indemnités seront estimées en fonction de l'amortissement technique, compte tenu des frais éventuels de remise en état. Tout retard dans le versement des sommes dues donnera lieu à des intérêts de retard calculés selon le taux d'intérêt légal.

En cas de résiliation anticipée du Contrat, la COLLECTIVITE pourra, si elle le souhaite et sous réserve que le financement mis en place par le DELEGATAIRE le permette, reprendre directement à son compte les financements souscrits par le DELEGATAIRE.

Dans cette hypothèse, les sommes exigibles au titre des contrats de financement seront versées de telle manière qu'il n'y ait aucune interruption ou rupture dans les contrats de financements souscrits par le DELEGATAIRE.

Les conditions de financement des sommes mises à la charge du DELEGATAIRE au titre du présent Contrat doivent figurer en Annexe 3 en faisant apparaître les conditions des emprunts souscrits et le montant de la partie financée par fonds propres.

Sous réserve que le financement mis en place par le DELEGATAIRE le permette, les contrats que le DELEGATAIRE aura conclus pour le financement des équipements doivent comporter une clause permettant à la COLLECTIVITE de se substituer au DELEGATAIRE pour le service de ces emprunts, en cas de résiliation du Contrat et ce, pour quelque raison que ce soit.

ARTICLE 52 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERÊT GENERAL

La COLLECTIVITE peut résilier unilatéralement le présent Contrat pour tout motif d'intérêt général.

La résiliation pour motif d'intérêt général doit être précédée d'un préavis notifié au DELEGATAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai d'au moins six (6) Mois avant la date de prise d'effet de ladite mesure.

Le DELEGATAIRE a droit à l'indemnisation du préjudice subi.

Les indemnités dues sont calculées en tenant compte :

- a) De la valeur non encore amortie (valeur nette comptable) des investissements contractuellement prévus et réalisés par le DELEGATAIRE (en ce compris la redevance initiale capitalisée) sauf succession le cas échéant de la COLLECTIVITE dans les contrats de prêt pour la part financée par lesdits contrats de prêts et à la condition que le financement mis en place par le DELEGATAIRE le permette. La valeur non amortie des investissements sera majorée du montant de la TVA reversée par le Délégué au Trésor Public, dans l'hypothèse où la réglementation exigerait du Délégué qu'il procède à une telle régularisation de la TVA ;
- b) Le cas échéant, du montant des pénalités liées à la résiliation anticipée des contrats de prêt limité à 1% de l'encours annulé ou remboursé par anticipation sauf succession dans lesdits contrats de la COLLECTIVITE ou d'un nouvel exploitant ;
- c) Le cas échéant, après expertise, en déduisant les sommes nécessaires à la remise en état normal de fonctionnement des équipements en fin de contrat, déduction faite du solde éventuellement pris en compte au titre du compte GER tel que prévu au (d) ;
- d) Du solde négatif ou positif entre le montant cumulé des sommes imputées par le DELEGATAIRE au titre du compte de Gros Entretien et Renouvellement et la somme des travaux de renouvellement payés ou engagés par le DELEGATAIRE à la date de résiliation ;
- e) De la valeur de rachat des stocks et approvisionnements nécessaires à la marche de l'exploitation ;
- f) Du manque à gagner du DELEGATAIRE : cinq (5) années de résultat annuel courant avant impôts moyen prévu au compte d'exploitation prévisionnel en euros constants, rectifié du coefficient k réellement constaté prévu à l'Article 34.2. (dans la limite du nombre d'années restant à courir) ;
- g) Des frais liés à la rupture des contrats conclus par le DELEGATAIRE avec les prestataires, en vue d'assurer l'exécution de ses obligations au titre du présent Contrat plafonnée à 100 000 €, et sous réserve des justificatifs apportés par le DELEGATAIRE ;
- h) Des indemnités liées à la rupture des contrats de travail qui devraient nécessairement être rompus à la suite de cette résiliation, dans le cas où la poursuite de ces contrats ne pourrait être prévue selon les dispositions du Code du travail.

Les indemnités sont fixées à l'amiable, à défaut à dire d'expert, de manière qu'aucun chef de préjudice ne fasse l'objet d'une double indemnisation.

Ces indemnités sont réglées au DELEGATAIRE dans un délai de neuf (9) Mois à partir de la date de prise d'effet de la résiliation.

Elle a la faculté de reprendre les biens ne faisant pas partie intégrante de la Concession dans les conditions prévues à l'Article précédent.

ARTICLE 53 – RESILIATION OU ANNULATION JURIDICTIONNELLE OU PAR VOIE DE CONSEQUENCE

En cas de recours administratif ou contentieux contre les actes administratifs nécessaires à la passation du Contrat ou à son exécution ou à l'encontre du Contrat lui-même, le DELEGATAIRE doit poursuivre l'exécution du présent Contrat.

Les Parties se rencontrent à la demande de la Partie la plus diligente dans un délai d'un (1) Mois calendaire à compter de la connaissance de cet événement afin de décider, soit de poursuivre le Contrat, soit de procéder à sa résiliation.

A défaut d'accord dans un délai de trois (3) Mois à compter de la survenance dudit événement, la COLLECTIVITE peut décider unilatéralement de poursuivre l'exécution du contrat et le DELEGATAIRE ne pourra en demander la résiliation.

En cas de résiliation du Contrat prononcée par la juridiction administrative, ou par voie de conséquence d'une décision juridictionnelle, le DELEGATAIRE a droit au versement d'une indemnité dans les mêmes conditions que celles définies à l'Article 52 (point a) à e), g) et h)) ci-avant sous réserve d'une modification de la limitation de cette indemnisation au titre du point f) à (2) années d'exploitation de manque à gagner qui pourrait être minoré de la part de responsabilité imputée par la juridiction au DELEGATAIRE.

ARTICLE 54 – RESILIATION POUR REFUS DE DELIVRANCE, SUSPENSION OU RETRAIT D'AUTORISATION ADMINISTRATIVE

En cas de refus de délivrance ou retrait d'une autorisation administrative, les Parties se rencontrent à la demande de la Partie la plus diligente pour évaluer les conséquences de la situation. Dans le cadre de cette concertation, les parties examinent les modalités d'obtention d'une nouvelle autorisation administrative permettant la réalisation des Travaux ou l'exploitation du service.

En cas de résiliation du Contrat prononcée par suite du refus de délivrance, de la suspension, de l'annulation ou du retrait d'une ou plusieurs des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux mis à la charge du DELEGATAIRE et/ou à l'exploitation du service, le DELEGATAIRE ne pourra prétendre au versement d'une indemnité relative au manque à gagner (point f) de l'Article 52 limitée à deux années d'exploitation que si le défaut d'autorisation est entièrement imputable à la COLLECTIVITE ou à due proportion de la responsabilité de la COLLECTIVITE dans l'absence de délivrance de l'autorisation.

S'agissant des autres indemnités auxquelles pourra prétendre le DELEGATAIRE, elles seront déterminées dans les mêmes conditions que l'Article 52 (point a) à e), g) et h)).

En cas de responsabilité seulement partielle de la COLLECTIVITE, le montant de l'indemnité versée au titre du manque à gagner sera minorée à due proportion de la part de responsabilité n'incombant pas à la COLLECTIVITE. En cas de désaccord entre les parties, leur responsabilité sera déterminée à dire d'expert.

ARTICLE 55 – RESILIATION POUR FORCE MAJEURE PROLONGEE

La résiliation pour Force majeure prononcée selon les stipulations de l'Article 59 entraîne les mêmes conséquences que la résiliation unilatérale prévue à l'Article 52, à l'exception de l'indemnité pour manque à gagner et du préavis.

Le Délégué pourra être indemnisé le cas échéant des pertes liées à l'existence de la force majeure et engagées afin d'assurer la continuité du service public.

ARTICLE 56 – DISSOLUTION, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de mise en œuvre d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire, les Parties se conformeront aux dispositions légales en vigueur.

La résiliation pourra être prononcée sans indemnité dans les trois cas suivants :

- En cas de dissolution de la société exploitante, la COLLECTIVITE pourra prononcer la déchéance sans attendre que les procédures engagées aient abouti (notamment la clôture de la liquidation amiable). Cette déchéance pourra donc intervenir de plein droit, dès la date de dissolution publiée au registre du commerce et des sociétés ;
- En cas de redressement judiciaire de la société, la déchéance pourra être prononcée si l'administrateur judiciaire ne demande pas la continuation du Contrat dans le mois suivant la date du jugement ;
- En cas de liquidation judiciaire ou amiable du DELEGATAIRE, la déchéance interviendra automatiquement et de plein droit dans le mois suivant le jugement.

Hormis la somme correspondant à la Valeur Nette Comptable des biens de retour et la part non-amortie de la redevance capitalisée, le DELEGATAIRE ne pourra prétendre à une quelconque indemnité à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 57 – CONTINUITÉ DU SERVICE EN FIN DE DELEGATION

La COLLECTIVITE aura la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le DELEGATAIRE, de prendre pendant les deux (2) dernières années de la Concession toutes mesures pour assurer la continuité de l'exploitation en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour le DELEGATAIRE.

Un (1) an avant l'expiration du Contrat ou dans le délai fixé par la COLLECTIVITE en cas de résiliation du Contrat pour quelque cause que ce soit, tous les plans des ouvrages et installations du service détenus par le DELEGATAIRE devront être remis à la COLLECTIVITE sous forme d'une copie des données informatiques et sur support papier.

Si l'intervention de spécialistes est nécessaire pour réaliser le transfert de données depuis le support de la banque de données du DELEGATAIRE sur le système de la COLLECTIVITE, ou un éventuel nouvel exploitant, le DELEGATAIRE sera tenu de faciliter l'accès à ces spécialistes à toutes les données relatives au service.

En cas de défaut de remise des plans des ouvrages, ou de documents périmés ou inutilisables, les dépenses nécessaires à la création d'un nouveau fichier ou à sa mise à jour seront mis à la charge du DELEGATAIRE

D'une manière générale, la COLLECTIVITE pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de la Concession au régime nouveau d'exploitation ou au nouveau DELEGATAIRE.

À la fin de la Concession, la COLLECTIVITE ou le nouvel exploitant sera subrogé aux droits du DELEGATAIRE.

ARTICLE 58 – PERSONNEL DU DELEGATAIRE

En cas de cessation du Contrat ou de reprise du Contrat par la COLLECTIVITE ou par le nouvel exploitant, il sera fait application des dispositions des Articles L-1224-1 et suivants du Code du travail.

En cas de résiliation ou à l'expiration du Contrat, les Parties conviennent de se rapprocher pour examiner la situation des personnels concernés.

Deux ans avant le terme normal du Contrat ou dans les meilleurs délais en cas de résiliation, le DELEGATAIRE communique à la COLLECTIVITE les renseignements non nominatifs concernant l'effectif et les personnels susceptibles d'être repris par elle ou par le futur exploitant qu'elle aura retenu conformément aux dispositions du Code du travail.

Le DELEGATAIRE est tenu de fournir à la COLLECTIVITE les renseignements suivants :

- le pourcentage d'affectation (en Équivalents Temps Plein) à l'exécution du Contrat ;
- pour chaque salarié : la tâche assurée, la convention collective ou le statut applicable, la rémunération et les avantages de toute nature, la qualification, l'âge et l'ancienneté ;
- l'existence éventuelle dans le contrat, la convention collective ou le statut applicable, d'une clause ou d'une disposition pouvant empêcher le transfert de l'agent à un autre exploitant ;
- et plus généralement toute indication concernant l'aptitude des personnels susceptibles d'être ainsi repris.

À compter de cette communication, le DELEGATAIRE informe la COLLECTIVITE, dans les meilleurs délais, de toute évolution affectant la liste des personnels à reprendre.

Toute embauche supplémentaire de personnel dans les douze (12) Mois précédant le terme du Contrat doit être dûment justifiée. Le DELEGATAIRE doit en informer la COLLECTIVITE.

Le DELEGATAIRE accepte que les informations prévues par le présent Article soient communiquées aux candidats dans le cadre de la procédure qui sera applicable au futur contrat.

CHAPITRE VII – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 59 – FORCE MAJEURE

Aucune Partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir pas accompli ou avoir accompli avec retard une obligation au titre du Contrat dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte d'un événement présentant les caractéristiques de la Force majeure.

La Partie qui aurait, par action ou omission, aggravé sérieusement les conséquences d'un événement présentant les caractéristiques de la Force majeure, n'est fondée à l'invoquer que dans la mesure des effets que l'évènement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

La Partie qui invoque la Force majeure doit prendre, dans les plus brefs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses obligations contractuelles.

Dans le cas où le DELEGATAIRE invoque un événement de Force majeure, il en informe immédiatement la COLLECTIVITE par un rapport détaillé. La COLLECTIVITE dispose d'un délai d'un (1) Mois pour notifier au DELEGATAIRE le bien-fondé de cette prétention.

Dans le cas où la COLLECTIVITE invoque la survenance d'un événement de Force majeure, elle en informe le DELEGATAIRE par écrit. Ce dernier doit lui communiquer ses observations dans le délai d'un (1) Mois, après quoi la COLLECTIVITE lui notifie sa décision.

Quelle que soit la Partie qui invoque la survenance d'un événement de Force majeure, les Parties doivent se rapprocher pour convenir ensemble des mesures nécessaires pour maintenir l'exécution du présent Contrat.

Si l'évènement de Force majeure rend impossible l'exécution du Contrat pendant une période d'au moins un (1) an, la résiliation du Contrat peut être prononcée par la COLLECTIVITE, ou, à la demande du DELEGATAIRE, par le juge administratif.

ARTICLE 60 – REGLEMENT DES LITIGES

Si un différend survient entre le DELEGATAIRE et la COLLECTIVITE, le DELEGATAIRE expose dans un mémoire les motifs du différend et toutes les conséquences de nature administrative, technique et/ou financière qui en résultent selon lui. Ce mémoire est transmis par lettre recommandée avec accusé de réception à la COLLECTIVITE. Dans tous les cas et nonobstant l'existence de ce différend, le DELEGATAIRE doit exécuter fidèlement les directives émanant de la COLLECTIVITE ou relevant du présent Contrat.

La COLLECTIVITE notifie au DELEGATAIRE sa proposition pour le règlement du différend dans un délai de trente (30) Jours calendaires à compter de la date de réception du mémoire.

L'absence de proposition de la COLLECTIVITE dans ce délai équivaut à un rejet de la demande du DELEGATAIRE.

Dans le cas où le DELEGATAIRE ne s'estimerait pas satisfait de la décision de la COLLECTIVITE, il doit dans un délai de trente (30) Jours calendaires à compter de cette décision, qu'elle soit implicite ou explicite, saisir du différend une commission de conciliation composée de trois personnes.

A cet effet, la COLLECTIVITE et le DELEGATAIRE disposent d'un délai de trente (30) Jours calendaires pour nommer chacun un conciliateur. Les deux conciliateurs ainsi nommés désignent d'un commun accord dans un délai de huit (8) Jours calendaires le président de la commission de conciliation. Le coût d'intervention du président de la commission est pris en charge à hauteur de 50% par chacune des parties.

A défaut de nomination de tout ou partie des conciliateurs dans les délais précités, le Président du tribunal administratif territorialement compétent est saisi à la requête de la partie la plus diligente afin soit de désigner le (les) conciliateur(s) manquant(s), soit d'exercer lui-même cette mission de conciliation.

La commission une fois constituée dispose d'un délai de trente (30) Jours calendaires pour entendre les Parties, requérir auprès d'elles toutes informations pertinentes et leur proposer une solution de règlement amiable de leur différend.

Dans le cas où dans un délai de trente (30) Jours calendaires, cette proposition ne rencontrerait pas l'assentiment des Parties ou dans le cas où, dans ce même délai, la commission de conciliation ne ferait pas de proposition, le différend serait alors soumis au tribunal administratif territorialement compétent à la requête de la partie la plus diligente.

ARTICLE 61 – JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Les contestations qui s'élèveront entre le DELEGATAIRE et la COLLECTIVITE au sujet du présent Contrat seront soumises au tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 62 – ANNEXES

Il est expressément précisé que les annexes font intégralement corps avec le Contrat.

Annexe 1. Plans des parcs de stationnement Jean Jaurès, Saint-Etienne, Carmes, Victor Hugo, Marengo et états descriptifs de division pour Carmes et Victor Hugo

Annexe 2. Garanties (à première demande et maison mère) à annexer ultérieurement selon Article 45

Annexe 3. Comptes d'exploitation prévisionnels en euros constants et en euros courants

Annexe 4. Inventaires, états des lieux (à annexer ultérieurement après réalisation selon Article 6) et liste des travaux demandés par la COLLECTIVITE au délégué sortant (Jean Jaurès, Saint-Etienne, Carmes et Victor Hugo)

Annexe 5. Règlements intérieurs – à annexer ultérieurement après validation dans les conditions fixées par l'Article 31

Annexe 6. Dispositif résidant

Annexe 7. Programme prévisionnel de travaux pour la construction du nouveau parc de stationnement sur le haut des allées Jean Jaurès et le calendrier prévisionnel de travaux

Annexe 8. Programme prévisionnel de travaux pour Victor Hugo Carmes, Saint Etienne et Jean Jaurès (existant) et leur calendrier prévisionnel de travaux

Annexe 9. Programme prévisionnel des aménagements au parking Marengo et le calendrier prévisionnel des travaux

Annexe 10. Programme prévisionnel des installations pour les parcs publics de la Cartoucherie

Annexe 11. Plan prévisionnel des dépenses annuelles de G.E.R.

Annexe 12. Charte des marchés publics, Small Business Act

Annexe 13. Parcs de la Cartoucherie – éléments à annexer ultérieurement par la COLLECTIVITE : plans, modalités de délivrance des abonnements et amodiations

Annexe 14. Note de présentation de la société dédiée, comprenant l'extrait K-Bis qui sera joint ultérieurement après constitution de la société dédiée